

**INSTITUT D'EMISSION
D'OUTRE-MER**

**SUIVI DE LA CONJONCTURE
ECONOMIQUE**

N° 117 – 1er TRIMESTRE 2004

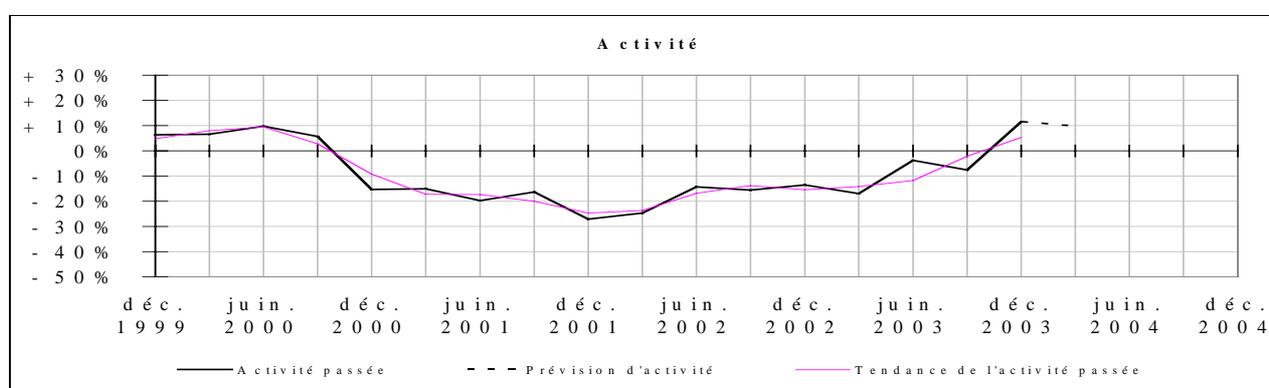
- NOUVELLE-CALEDONIE -

	Page
Synthèse :	
Diagnostic sur la conjoncture du trimestre écoulé et éléments prospectifs issus de l'enquête d'opinion	3
Préambule	7
Vue d'ensemble	8
1. Les entreprises	10
1.1 L'offre de biens et services par secteur	10
1.1.1 Agriculture, élevage, pêche et aquaculture	10
1.1.2 Industrie agro-alimentaire	14
1.1.3 Industries minières et métallurgiques	16
1.1.4 Industries diverses	20
1.1.5 Bâtiment et travaux publics	22
1.1.6 Commerce	26
1.1.7 Hôtellerie - Tourisme	28
1.2 L'investissement des entreprises	32
1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité	34
2. La demande des ménages	38
2.1 L'évolution de la consommation et de l'investissement	38
2.1.1 L'évolution de la consommation des ménages	38
2.1.2 L'investissement immobilier des ménages	41
2.2 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages	42
3. Les principaux indicateurs macro-économiques et sectoriels	43
3.1 Les indicateurs macro-économiques	45
3.2 Les indicateurs sectoriels : données brutes chiffrées	48
3.2.1 Agriculture, élevage, pêche et aquaculture	48
3.2.2 Industrie agro-alimentaire	48
3.2.3 Industries minières et métallurgiques	49
3.2.4 Bâtiment et travaux publics	49
3.2.5 Hôtellerie - Tourisme	50
3.2.6 Les entreprises	50
3.2.7 Les ménages	51

Outre l'excellente orientation du secteur de la mine/métallurgie au cours de l'année 2003, les signes tangibles de reprise du secteur de l'habitat, le dynamisme de l'investissement des entreprises et la vitalité de la consommation des ménages, associés à la progression des encours bancaires des crédits (habitat, équipement et trésorerie) attestent d'une activité économique soutenue en Nouvelle-Calédonie.

Dans ce contexte, la majorité des opérateurs économiques du territoire estiment que leur volume d'activité est satisfaisant au cours du quatrième trimestre 2003. En effet, et pour la première fois depuis la fin de l'année 2000, le solde d'opinions des chefs d'entreprises s'affiche positivement. Par ailleurs, ce sentiment est corroboré par l'évolution favorable des indicateurs objectifs et contribue au maintien à un bon niveau du moral des chefs d'entreprises en début 2004.

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise CVS au 31 décembre 2003 (hors mines et métallurgie) (Source et réalisation : IEOM - Données trimestrielles)



Les opérateurs de la mine/métallurgie ne peuvent qu'être confortés par la bonne tenue du marché mondial du nickel, caractérisé par une demande toujours plus forte d'aciers inoxydables. Dans ce contexte, le cours du nickel n'a cessé de progresser tout au long de l'année pour atteindre un niveau record au mois de décembre 2003 soit, 6,43 USD/lb, niveau jamais atteint depuis 1989. Ce renchérissement du cours au LME a cependant été partiellement atténué par la baisse du cours du dollar US (monnaie de facturation des exportations de nickel) qui est passé de 126,69 F CFP en moyenne en 2002 à 105,73 F CFP en moyenne en 2003, soit une baisse de 16,5 %. Ramené en F CFP, le prix moyen de la livre de nickel s'est renchéri de 18,2 % sur un an (459 F CFP en 2003 contre 388 F CFP en 2002). En 2003, l'extraction minière et la production de métal en volume sont en hausse de 11,0 % et 2,8 % par rapport à 2002. Parallèlement, les exportations en valeur de produits miniers et métallurgiques augmentent, respectivement, de 35,1 % et 26,3 % sur l'année 2003.

Au cours du trimestre sous revue, le secteur des entreprises commerciales, et plus précisément celui des entreprises du commerce de détail (secteur de la grande distribution et concessionnaires automobiles) affichent des résultats largement positifs. Ainsi entre décembre 2002 et décembre 2003, les « importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison » progressent de 6,9 %. Dans le même temps, les « importations de produits alimentaires, boissons et tabac » augmentent de 6,2 % puis dans une moindre mesure, les « importations d'articles d'habillement et chaussures » s'accroissent de 3,1 %. Les ventes de véhicules de tourisme en 2003 sont supérieures de 7,8 % à celles enregistrées en 2002.

Parallèlement à la bonne orientation de la consommation des ménages, l'investissement des entreprises est globalement bien orienté sur l'ensemble de l'année 2003. Ainsi, mesuré par l'indicateur global des importations de biens d'équipement professionnels, (17 087 millions de F CFP en 2003), l'investissement des entreprises est orienté à la hausse (+ 16,8 % en un an). De même, l'indicateur « vente de véhicules utilitaires » affiche une progression de 6,5 % entre 2002 et 2003.

Le fait le plus marquant des trois derniers mois de l'année 2003 est sans conteste le retour à l'optimisme des entrepreneurs du BTP concernant leur activité après plusieurs années de morosité. Le nombre de logements

achevés en 2003 est supérieur de 0,6 % en données cumulées par rapport à 2002 et les ventes de ciments sont stables malgré la suspension du chantier de Goro Nickel en 2003.

La fréquentation touristique globale a diminué en 2003 de 1,9 % par rapport à 2002, ramenant le nombre de touristes à 101 983 contre 103 933 à fin 2002. Cependant pour l'année 2003, les professionnels du secteur hôtellerie-tourisme en Nouvelle-Calédonie s'estiment privilégiés par rapport à d'autres pays de la région Pacifique touchés davantage par les répercussions de la guerre en Irak et par l'épidémie du SRAS. Ainsi, en Nouvelle-Calédonie, le marché japonais enregistre de bons résultats en 2003 avec plus de 28 000 touristes soit une progression de 4,7 % par rapport à l'année 2002. Par ailleurs après une première année presque complète d'exploitation de ses deux Airbus A330, la compagnie Aircalin affiche une progression de ses statistiques d'exploitation (255 000 passagers transportés en 2003).

Au chapitre du commerce extérieur, l'année 2003 est caractérisée par une progression simultanée en valeur des importations (+ 30,2 %) et des exportations (+26,6 %). Ainsi, les exportations calédoniennes atteignent sur les douze mois de l'année 2003, 79 020 millions de F CFP grâce à l'excellente santé du marché du nickel au niveau mondial. Parallèlement, les importations s'établissent à 165 576 F CFP à fin décembre 2003. Déduction faite du montant de 24 milliards de F CFP correspondant à l'achat des deux Airbus A330 en début d'année 2003 par la compagnie Aircalin, les importations se chiffrent à 141,6 milliards de F CFP, ce qui représente tout de même une hausse annuelle de 11,3 % bien supérieure à celle des trois dernières années (+ 6,1 % en 2000, + 3,7 % en 2001 et + 2,4 % en 2002).

Enfin, sur l'année 2003, le marché de l'emploi s'est amélioré traduisant une baisse du nombre de demandeurs d'emploi de 3,1 % avec 10 187 demandeurs inscrits à l'Agence pour l'emploi au 31 décembre 2003 contre 10 511 à fin 2002. Dans le même temps, le cumul des offres d'emploi pour l'année 2003 est supérieur de 6,1 % par rapport à 2002 (respectivement 5 827 et 5 492).



Les perspectives d'activité annoncées par une majorité de professionnels ayant participé à l'enquête de conjoncture de l'IEOM, excepté ceux de « l'hôtellerie/tourisme » et du « commerce de détail », indiquent une progression de leur activité voir un maintien à un niveau correct de leur volume d'affaires au cours du prochain trimestre.

Les chefs d'entreprise du secteur de la mine/métallurgie prévoient pour le premier trimestre 2004 un courant d'activité supérieur au dernier trimestre 2003. En effet, selon les analystes, la tendance haussière du marché devrait se poursuivre en 2004 au regard d'une offre mondiale toujours très tendue et du manque de nouvelles capacités de production de minerai et de métal. Face à cette situation, les projets de création d'usine Goro-Nickel en Province sud et Koniambo en Province nord permettront d'accroître la capacité mondiale de production.

Les prévisions des entrepreneurs du « BTP » pour le premier trimestre 2004 portent sur la stabilisation de leur activité dans un contexte marqué par l'accroissement du nombre de logements autorisés en 2003 par rapport à 2002 (1 858 logements en 2003 contre 1 094 en 2002 soit + 69,8 % en données cumulées).

L'évolution de la conjoncture est appréhendée au travers des résultats d'une enquête d'opinion menée auprès d'un échantillon représentatif de dirigeants d'entreprises et des données économiques brutes se rapportant aux différents secteurs d'activité, aux entreprises et aux ménages. Afin de faciliter la compréhension de ce document, il est utile de préciser quelques points

Interprétation des soldes d'opinions

Les courbes apparaissant dans les graphiques retracent l'évolution des soldes d'opinions désaisonnalisés. Un solde d'opinion qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges d'exploitation** correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprises qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation. Il convient de noter que les opinions exprimées sont pondérées par l'effectif des entreprises (sauf pour la vue d'ensemble intersectorielle où les opinions sont pondérées par les effectifs de chaque secteur déclarés à la CAFAT).

Les courbes établies évoluent ainsi de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'elle se rapproche de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes.

Compréhension des graphiques des indicateurs économiques

Les indicateurs se rapportant aux secteurs économiques, aux entreprises et à la demande des ménages, ainsi que les principaux indicateurs macro-économiques (prix, emploi, SMG...), figurent sous forme de graphiques pour les six dernières années selon des fréquences mensuelles ou trimestrielles.

L'Institut d'Emission d'Outre Mer s'est doté au cours du quatrième trimestre 1999 d'un nouveau progiciel de traitement des statistiques. L'implantation de ce nouvel outil a permis de désaisonnaliser, beaucoup plus efficacement qu'auparavant, la plupart des séries présentes dans le bulletin de conjoncture à l'aide de l'algorithme CENSUS X 11. Cette méthode de désaisonnalisation, unanimement reconnue et très largement utilisée (notamment par le service de conjoncture de la Banque de France), associe la technique des moyennes mobiles à des corrections d'extrêmes et des estimations de modèles statistiques théoriques.

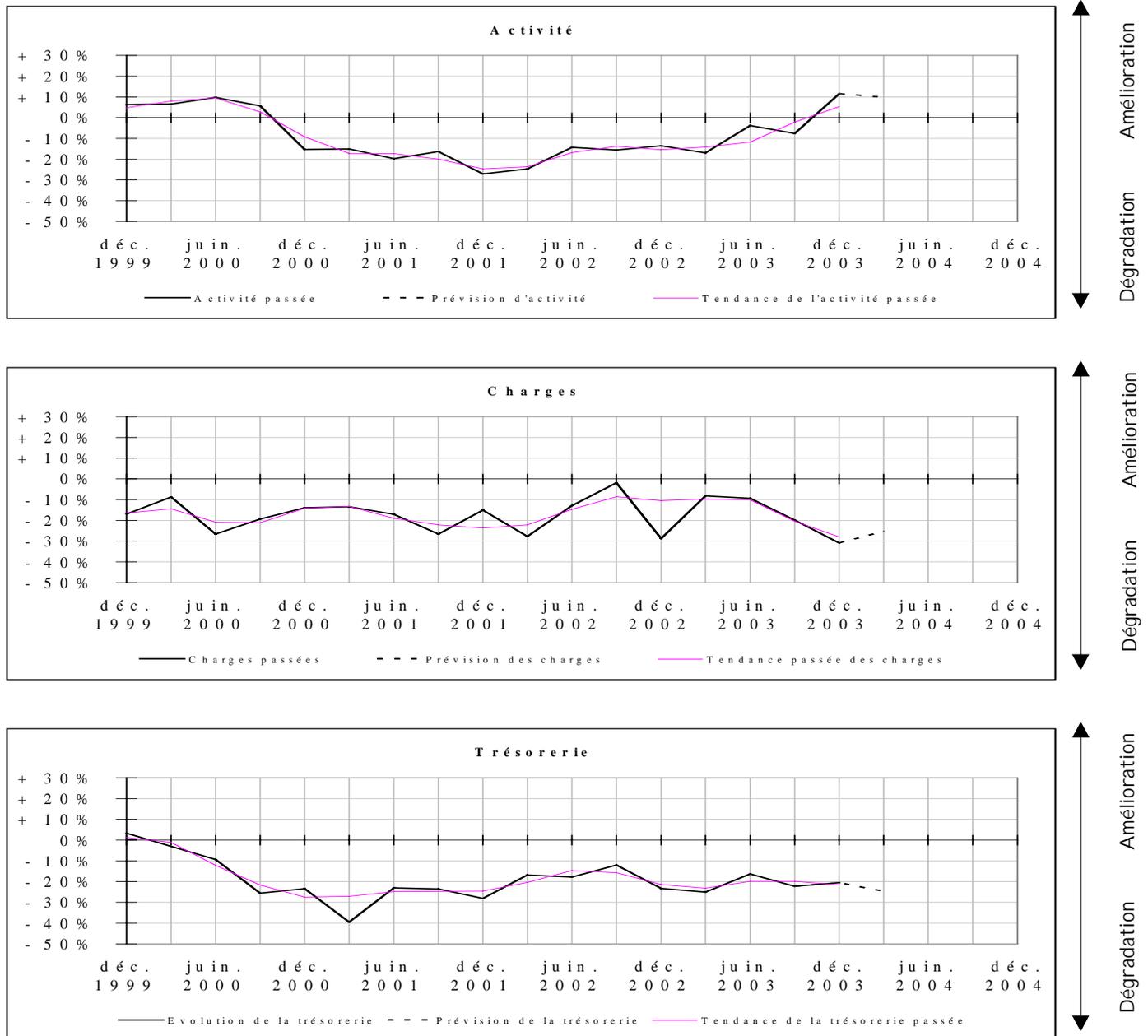
Les indicateurs ainsi traités ont été représentés sous la forme de séries corrigées des variations saisonnières (CVS) et d'une tendance. Les données des autres indicateurs, quant à elles, peuvent être brutes ou encore représentées sous la forme de moyennes mobiles d'ordre 3¹ afin d'obtenir un lissage qui a pour but, dans le cas d'évolutions trop heurtées, de donner une orientation générale.

¹ L'utilisation des moyennes mobiles d'ordre 3 consiste à transformer trois points successifs (avril, mai et juin ; 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestre) en un seul (mai ; 3^{ème} trimestre) en retenant la valeur moyenne affectée à ces trois points.

Opinions des dirigeants d'entreprise au 31 décembre 2003²

Soldes d'opinions CVS (hors mines et métallurgie)

(Source et réalisation : IEOM - Données trimestrielles)

² L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 148 entreprises (6 332 salariés) pour 122 réponses (5 654 salariés).

EVOLUTION			SITUATION DES STOCKS		PREVISIONS		
par rapport au troisième trimestre de 2003			par rapport à la normale		pour le premier trimestre de 2004		
Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement	Produits finis	Matières premières	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement
↗	↘	Allongement	Supérieurs	Supérieurs	↗	↘	Allongement

N.B. : Le manque d'ancienneté des séries ne permet pas encore de les désaisonnaliser, ce qui rend leur interprétation malaisée.

Les dirigeants d'entreprises, tous secteurs confondus (hors mines et métallurgie) estiment que leur volume d'activité au cours du quatrième trimestre 2003 s'est considérablement amélioré, s'affichant en positif pour la première fois depuis trois ans.

Les charges d'exploitation des entreprises composant l'échantillon se sont dégradées proportionnellement à l'accroissement de l'activité conjuguée à une hausse des effectifs. Dans le même temps, l'allongement des délais de paiement de la clientèle a maintenu les situations de trésorerie à un niveau tendu. Les prix de vente ont globalement été orientés à la baisse.

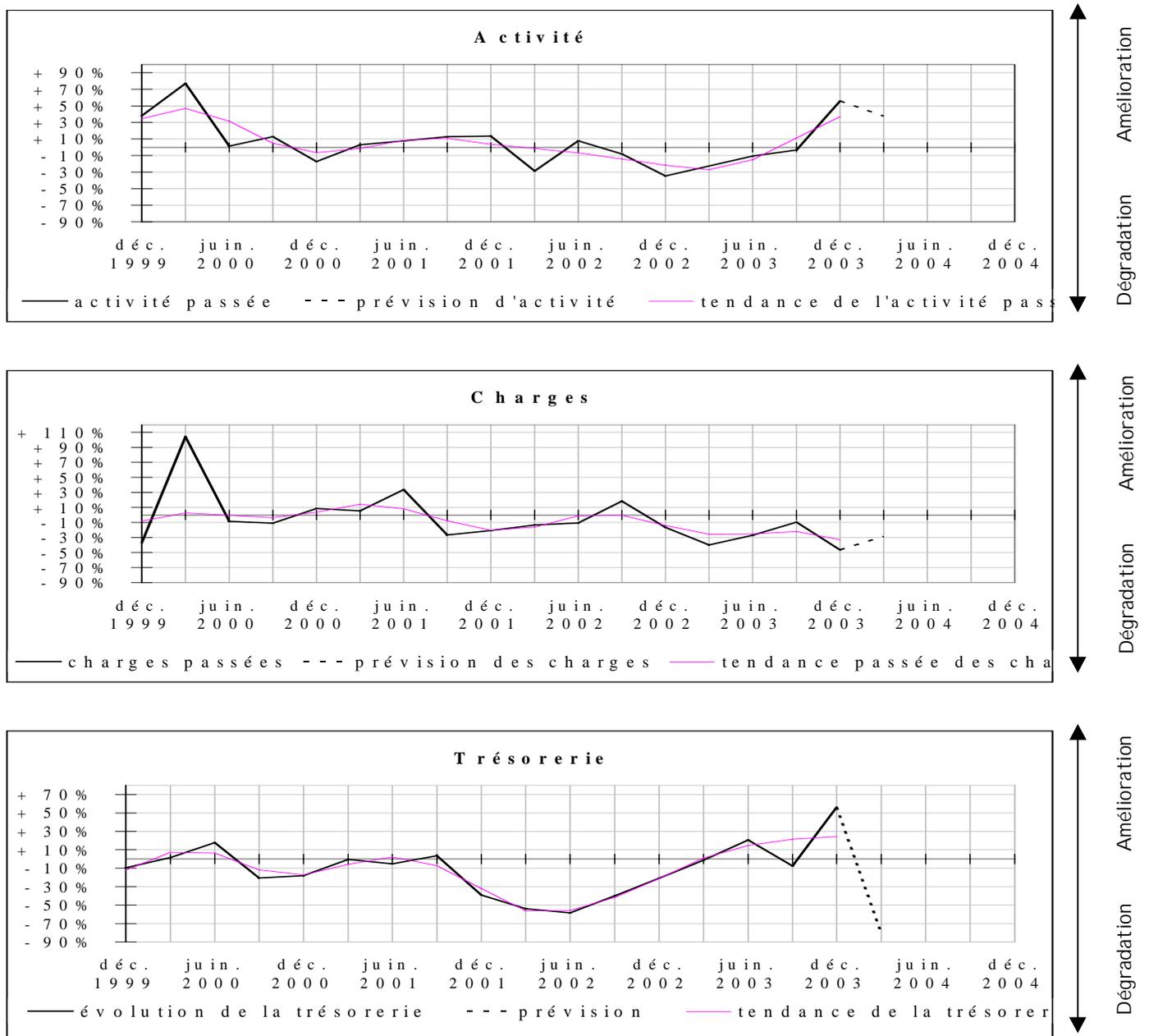
Les perspectives pour le premier trimestre 2004 laissent entrevoir une activité soutenue accompagnée de charges dégradées dans un contexte de hausse des effectifs. Les situations de trésorerie resteraient détériorées sous l'effet d'une baisse des prix de vente et d'un allongement des délais de paiement.

1. Les entreprises

1.1 L'OFFRE DE BIENS ET SERVICES PAR SECTEUR

1.1.1 Agriculture, élevage, pêche et aquaculture

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Agriculture, élevage, pêche et aquaculture »¹ au 31 décembre 2003



¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 19 entreprises (240 salariés) du secteur « agriculture, élevage, pêche et aquaculture » pour 12 réponses (147 salariés).

1. Les entreprises

EVOLUTION			SITUATION DES STOCKS		PREVISIONS		
par rapport au troisième trimestre de 2003			par rapport à la normale		pour le premier trimestre de 2004		
Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement	Produits finis	Matières premières	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement
➔	➔	Normaux	Normaux	Normaux	➔	➔	Normaux

N.B. : Le manque d'ancienneté des séries ne permet pas encore de les désaisonnaliser, ce qui rend leur interprétation malaisée.

Les professionnels du secteur « Agriculture, élevage, pêche et aquaculture » affichent au cours du quatrième trimestre 2003 un solde d'opinions très satisfaisant. Ce résultat provient surtout de l'avis des dirigeants du secteur de l'aquaculture.

Les exportations de « poissons, crustacés et mollusques » ont diminué de 20,0 % au cours du quatrième trimestre 2003 mais ont progressé de 20,8 % entre le 31 décembre 2002 et le 31 décembre 2003 (données cumulées). Par ailleurs, la filière bovine s'inscrit en baisse sur le trimestre concerné de respectivement - 15,8 % pour les abattages et - 43,5 % pour les importations, tandis que, dans le même temps, la filière porcine est orientée à la hausse (+ 4,0 % pour les abattages et + 28,6 % pour les importations). La production de crevettes, dont les premières pêches de la saison ont débuté au mois de novembre 2003, s'affiche au cours du dernier trimestre 2003 en retrait par rapport au troisième trimestre 2003 (- 37,5 %) mais apparaît globalement soutenue sur l'ensemble de l'année 2003 (+ 10,2 % en données cumulées par rapport à l'année 2002). A l'inverse, les ventes de crevettes ont été supérieures en volume de 22,7 % au quatrième trimestre 2003 par rapport au troisième trimestre 2003 mais s'affichent globalement en retrait en 2003 par rapport à 2002 (- 10,5 % en données cumulées).

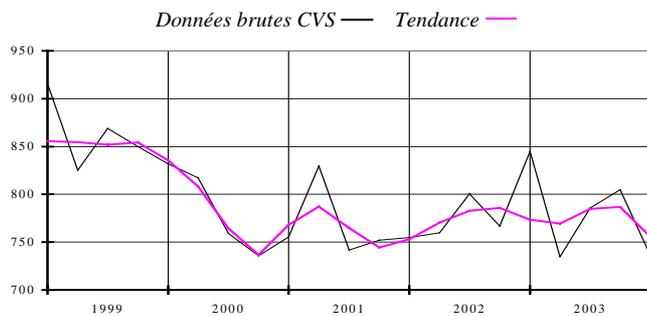
La majorité des chefs d'entreprises estiment qu'au cours de la période considérée, l'évolution de leurs charges d'exploitation présente une nette dégradation par rapport au trimestre précédent en liaison avec une hausse de l'activité. Par ailleurs, les effectifs sont restés stables sur les trois derniers mois de 2003 et dans un contexte de stabilité des prix de vente et des délais de paiement de la clientèle, les situations de trésorerie se sont améliorées sur la période par rapport à la précédente.

Les prévisions établies par les professionnels pour le premier trimestre 2004 font état d'un solde d'opinions qui reste largement positif, mais qui anticipe une progression moindre de l'activité par rapport au trimestre précédent. Les charges s'allègeraient proportionnellement au volume d'activité et les situations de trésorerie se détérioreraient.

1.1.1 Agriculture, élevage, pêche et aquaculture

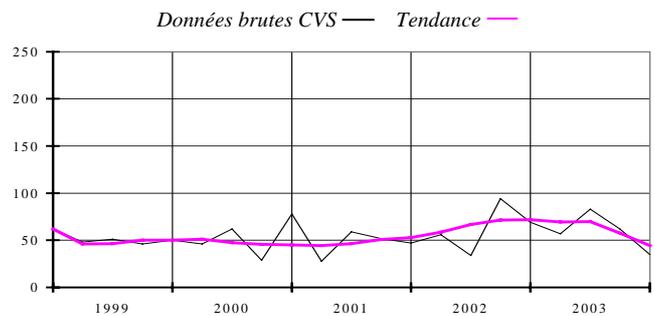
La filière bovine

Abattages de viande bovine (en tonnes)



Source : OCEF

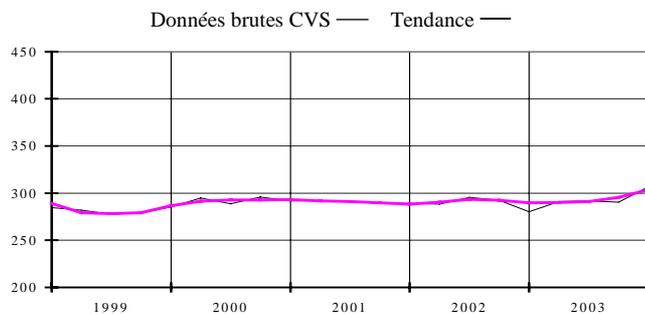
Importations de viande bovine (en tonnes)



Source : Service des Douanes

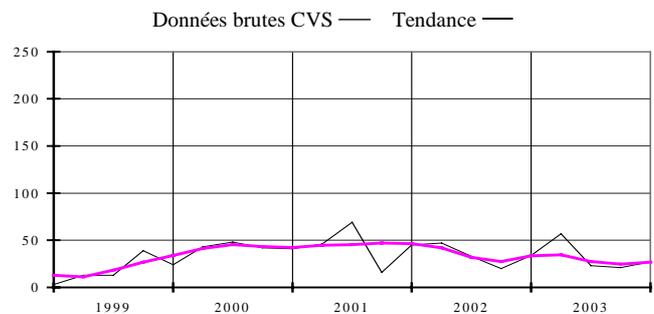
La filière porcine

Abattages de viande porcine (en tonnes)



Source : OCEF

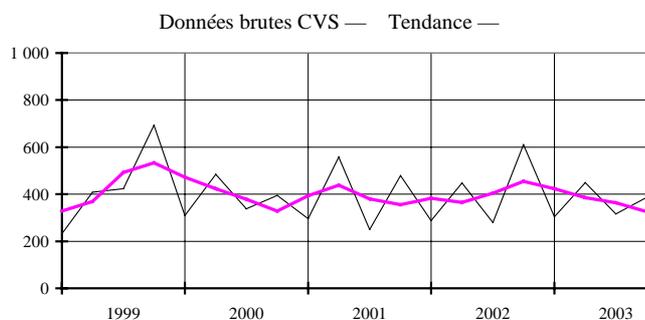
Importations de viande porcine (en tonnes)



Source : Service des Douanes

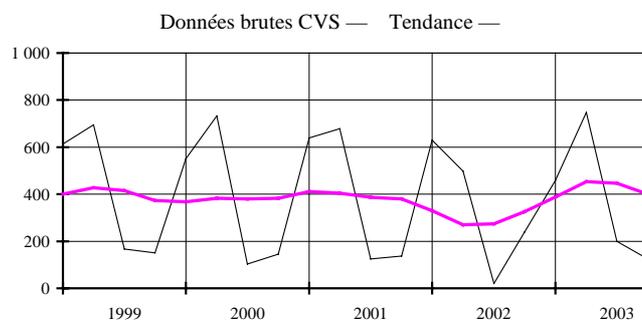
La filière aquacole

Ventes de crevettes (en tonnes)



Source : SOPAC

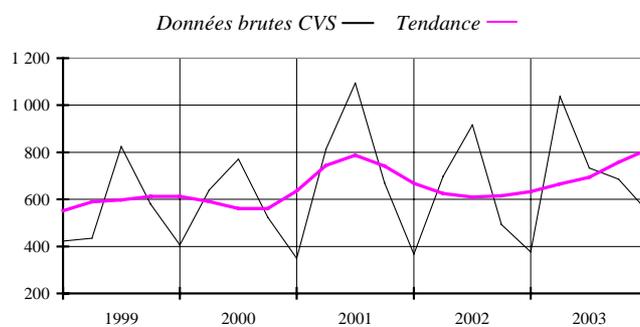
Production de crevettes (en tonnes)



Source : SOPAC

La filière pêche

Exportations de poissons, crustacés et mollusques (en tonnes)



Source : Service des Douanes

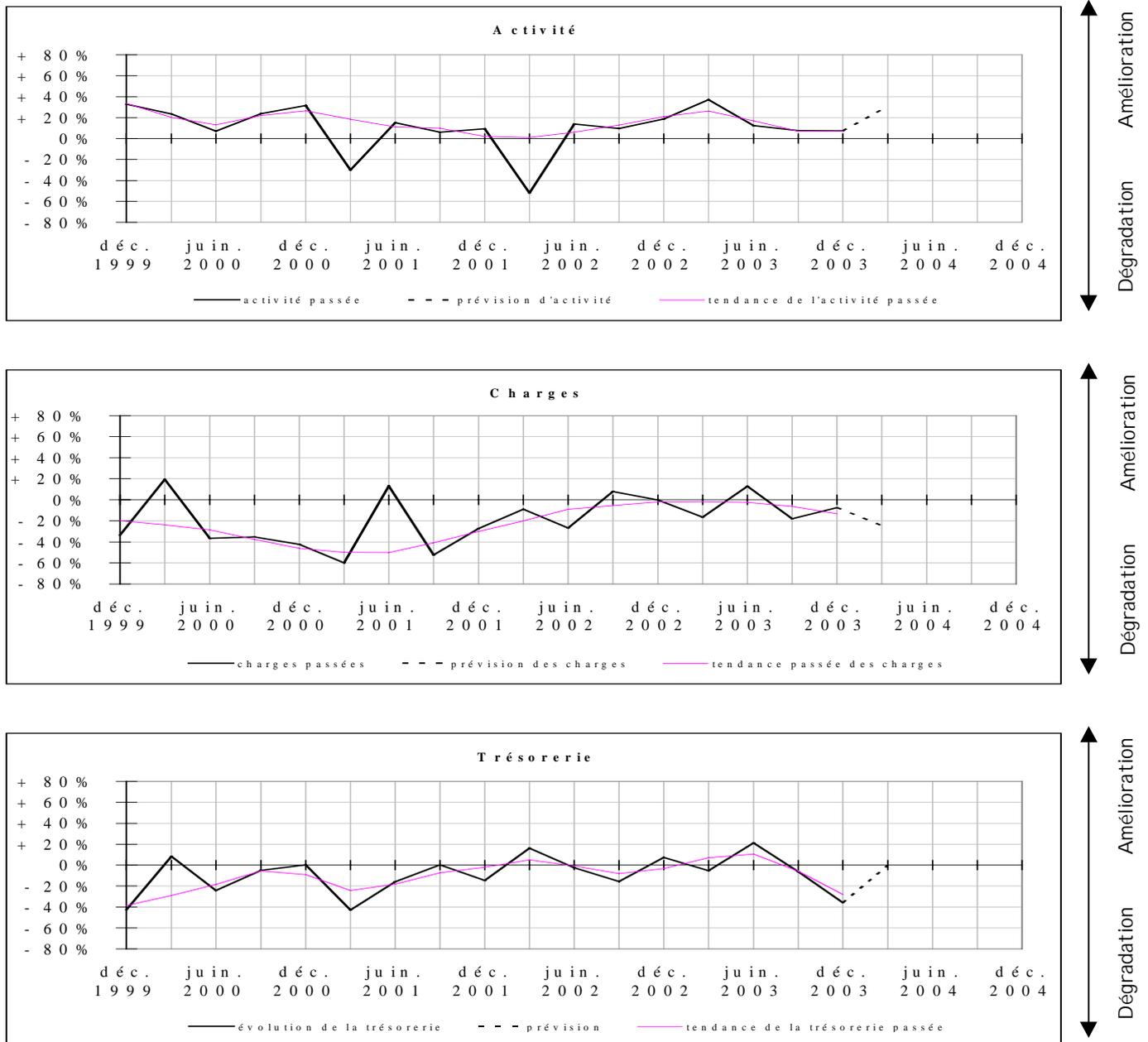
1. Les entreprises

1.1.2 Industries agro-alimentaires

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur des industries « Agro-alimentaires »³ au 31 décembre 2003

Soldes d'opinions CVS

(Source et réalisation : IEOM - Données trimestrielles)



³ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 15 entreprises (615 salariés) du secteur agro-alimentaire pour 13 réponses (510 salariés).

EVOLUTION			SITUATION DES STOCKS		PREVISIONS		
par rapport au troisième trimestre de 2003			par rapport à la normale		pour le Premier trimestre de 2004		
Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement	Matières premières	Produits finis	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement
↓	↑	Allongement	Normaux	Inférieurs	→	→	Allongement

N.B. : Le manque d'ancienneté des séries ne permet pas encore de les désaisonnaliser, ce qui rend leur interprétation malaisée.

Au cours du quatrième trimestre 2003, le solde d'opinions des professionnels du secteur des industries agro-alimentaires apparaît stabilisé à un niveau favorable.

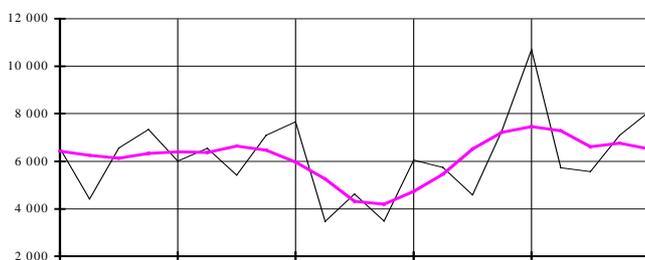
Les indicateurs traditionnels « importations de céréales » et « importations de lait en poudre » ont évolué de façon opposée au cours de la période, avec respectivement, une hausse de 14,1 % et une baisse de 14,1 % par rapport au trimestre précédent.

Dans un contexte de baisse des effectifs, les charges d'exploitation de la plupart des entreprises se sont allégées en demeurant toutefois négatives. Par ailleurs, sous l'effet conjugué d'une dégradation des délais de paiement et d'une augmentation des prix de vente, les situations de trésorerie des entreprises se sont davantage tendues.

Les perspectives pour le premier trimestre 2004 laissent entrevoir une amélioration et par conséquent, une tension sur les charges d'exploitation. Les effectifs se stabiliseraient au cours du prochain trimestre. Quant aux situations de trésorerie, elles pourraient être maîtrisées jusqu'au point d'équilibre. Les prix de vente se stabiliseraient tandis que les délais de paiement s'allongeraient.

Importations de céréales (en tonnes)
(y compris alimentation animale)

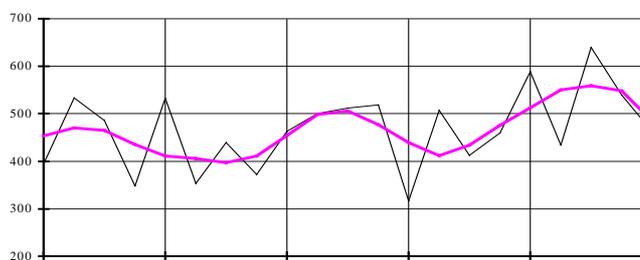
Données brutes CVS — Tendance



Source : Services des Douanes

Importations de lait en poudre (en tonnes)

Données brutes CVS — Tendance

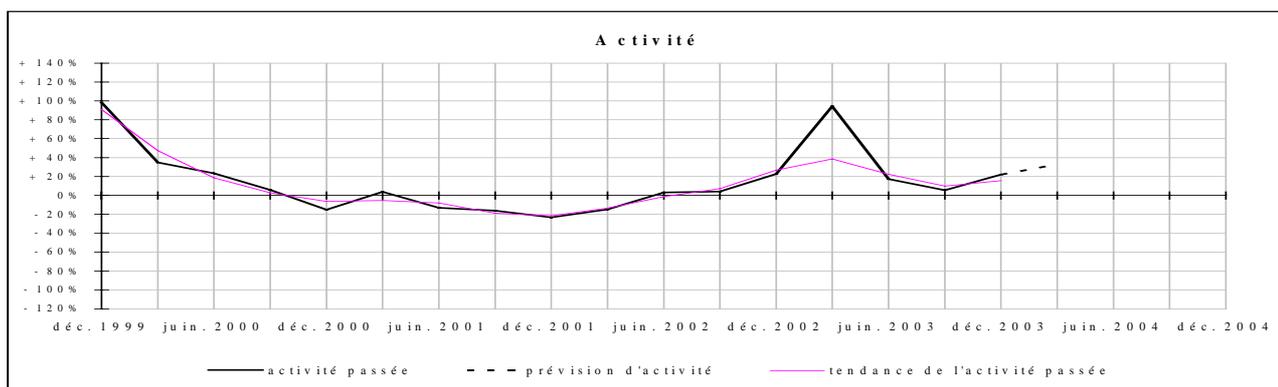


Source : Services des Douanes

1. Les entreprises

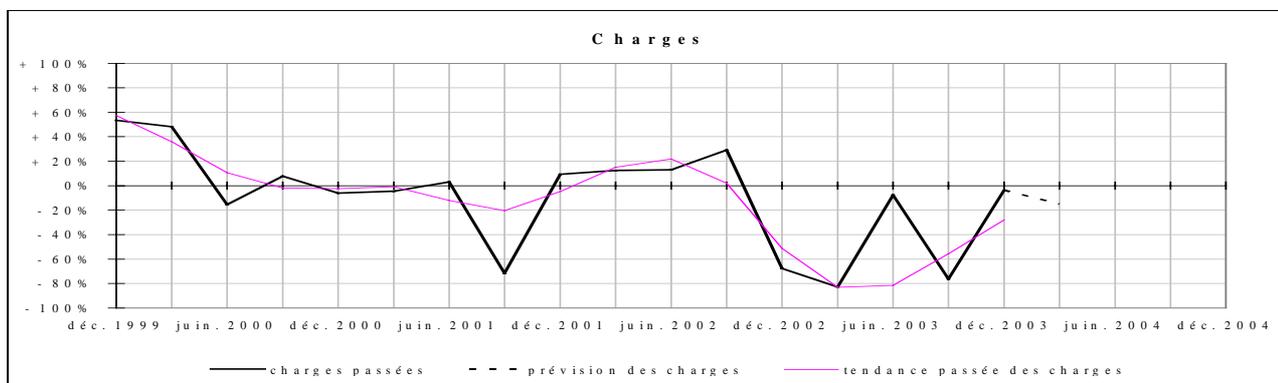
1.1.3 Industries minières et métallurgiques

Opinions des dirigeants d'entreprise des « Mines et de la métallurgie »⁴ au 31 décembre 2003



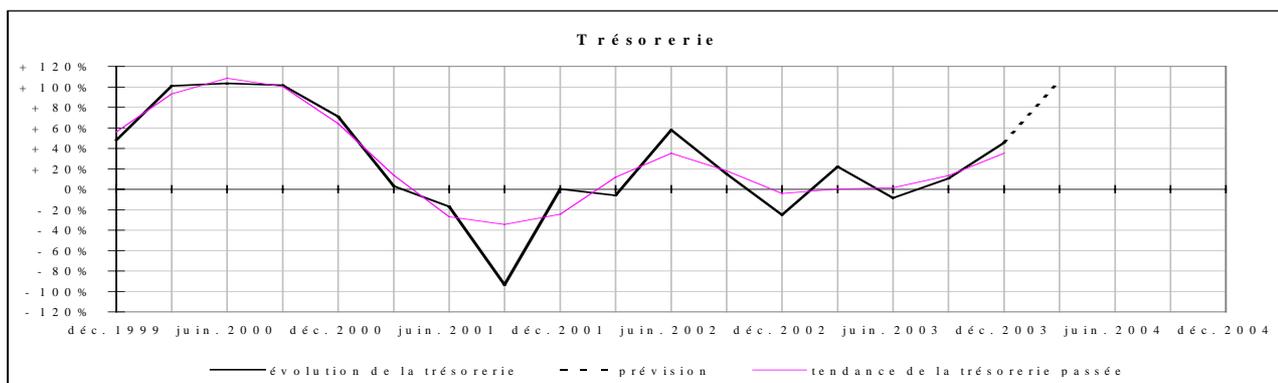
Amélioration

Dégradation



Amélioration

Dégradation



Amélioration

Dégradation

⁴ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 4 entreprises (2 750 salariés) des « mines et de la métallurgie » pour 4 réponses (2 750 salariés).

1. Les entreprises

EVOLUTION			SITUATION DES STOCKS		PREVISIONS		
par rapport au troisième trimestre de 2003			par rapport à la normale		pour le premier trimestre de 2004		
Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement	Matières premières	Produits finis	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement
↗	↗	Normaux	Supérieurs	Normaux	↗	↘	Normaux

N.B. : Le manque d'ancienneté des séries ne permet pas encore de les désaisonnaliser, ce qui rend leur interprétation malaisée.

Au cours du quatrième trimestre 2003, le solde d'opinions des opérateurs calédoniens de la mine/métallurgie apparaît légèrement plus favorable qu'au trimestre précédent. L'évolution des principaux indicateurs objectifs du secteur au cours du quatrième trimestre 2003 traduit une activité en volume soutenue même si l'on enregistre une légère baisse des productions minières et métallurgiques (respectivement - 4,7 % et - 6,1 %) par rapport au trimestre précédent. En revanche, l'extraction minière et la production de métal sont en hausse de 11,0 % et 2,8 % (données cumulées) entre décembre 2002 et décembre 2003. Parallèlement, les exportations de produits miniers et métallurgiques augmentent, respectivement, de 10,5 % et 7,7 % sur l'année 2003.

Au niveau mondial, la demande toujours plus forte d'acier inoxydable en provenance des pays d'Asie et notamment de la Chine accentue le déficit entre l'offre et la demande de nickel et la réduction des stocks mondiaux (24 000 tonnes de déficit enregistré sur les six premiers mois de l'année 2003). Les cours du nickel au LME ont effectué un bond au cours du quatrième trimestre 2003 engendrant une moyenne du trimestre à 5,6 USD/lb (+ 32,7 % par rapport au troisième trimestre 2003) et une moyenne de l'année 2003 à 4,4 USD/lb contre 3,1 USD/lb en 2002 (soit une augmentation de 41,9 % en glissement annuel). Les effets de cette hausse du cours au LME sont partiellement compensés par l'affaiblissement du cours du dollar US avec - 16,6 % entre décembre 2002 et décembre 2003 (respectivement 126,7 F CFP contre 105,7 F CFP).

Parallèlement au niveau d'activité soutenu et malgré le contexte de hausse des effectifs, le poids des charges d'exploitation semble se stabiliser, le solde d'opinions des chefs d'entreprises s'approchant de très près du point d'équilibre. L'augmentation des prix de vente sur le trimestre considéré, conjuguée à une stabilité des délais de paiement de la clientèle a permis à la majorité des entreprises du secteur de poursuivre l'amélioration de leur situation de trésorerie.

Les chefs d'entreprise du secteur prévoient pour le premier trimestre 2004 un courant d'activité supérieur au trimestre en cours, des charges légèrement dégradées et des situations de trésorerie en très nette amélioration. Les effectifs seraient plus importants, les prix de vente seraient orientés à la baisse et les délais de paiement demeureraient normaux.

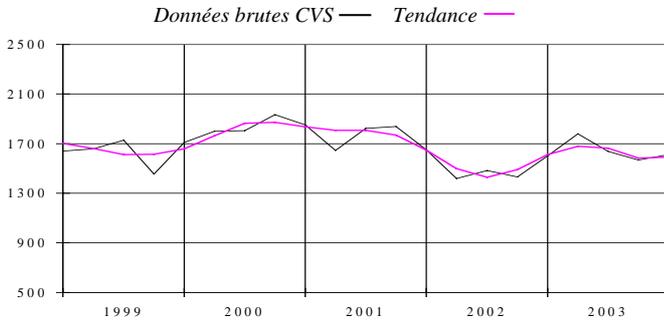
Selon les analystes, la tendance haussière du marché devrait se poursuivre en 2004 au regard d'une offre mondiale toujours très tendue et du manque de nouvelles capacités de production de minerai et de métal. Face à cette situation, les projets de création d'usine Goro-Nickel⁵ en Province sud et Koniambo⁶ en Province nord permettront d'accroître la capacité mondiale de production.

⁵ Le consortium d'ingénierie CEG annoncera à la fin du mois de juillet 2004 les résultats d'un travail de révision global du projet. A partir de cette date Inco pourrait décider de la reprise des travaux de construction de l'usine pour une mise en exploitation prévue à la mi-2007.

⁶ L'étude de faisabilité bancaire devrait s'achever à la mi-2004 pour une prise de décision de construire l'usine en fin d'année 2004. Si ce calendrier est tenu, les travaux de construction de l'usine devraient débiter à la mi-2005 pour une mise en production fin 2008.

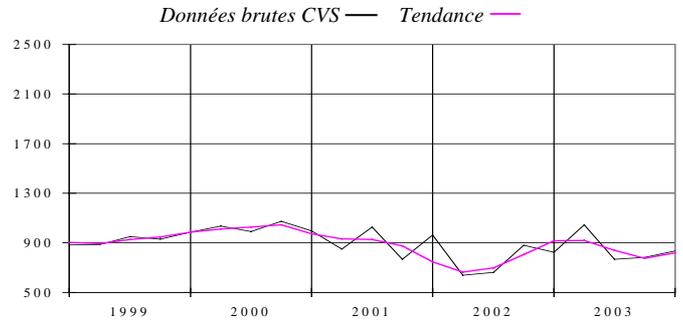
1.1.3 Industries minières et métallurgiques

Production de produits miniers (en milliers de tonnes)



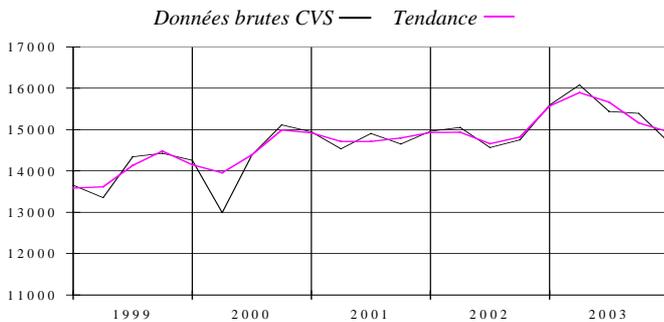
Source : Service des Mines

Exportations de produits miniers (en milliers de tonnes)



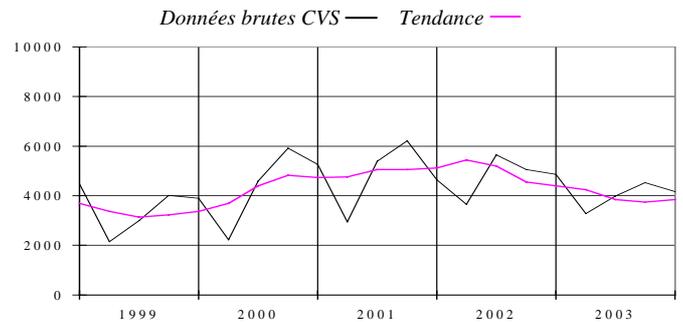
Source : Service des Mines

Production de produits métallurgiques (en tonnes)



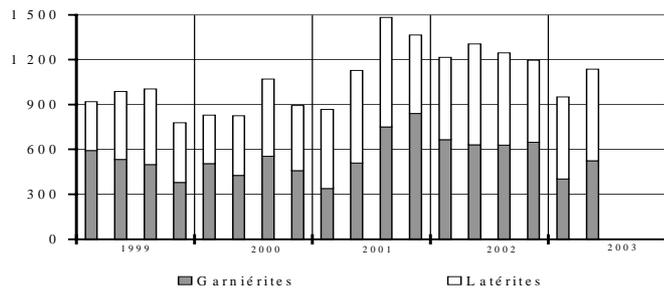
Source : Service des Mines

Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)



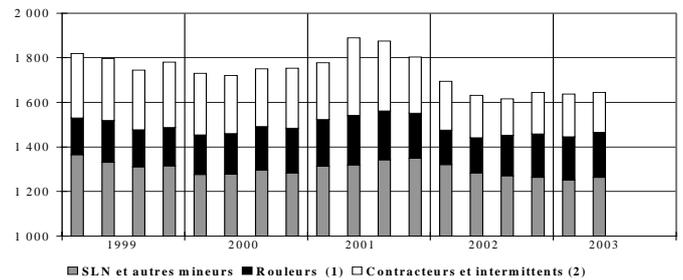
Source : Service des Mines

Stock de minerai en bord de mer
(en milliers de tonnes humides, fin de trimestre)



Source : Service des Mines

Emploi sur mines
(en nombre)



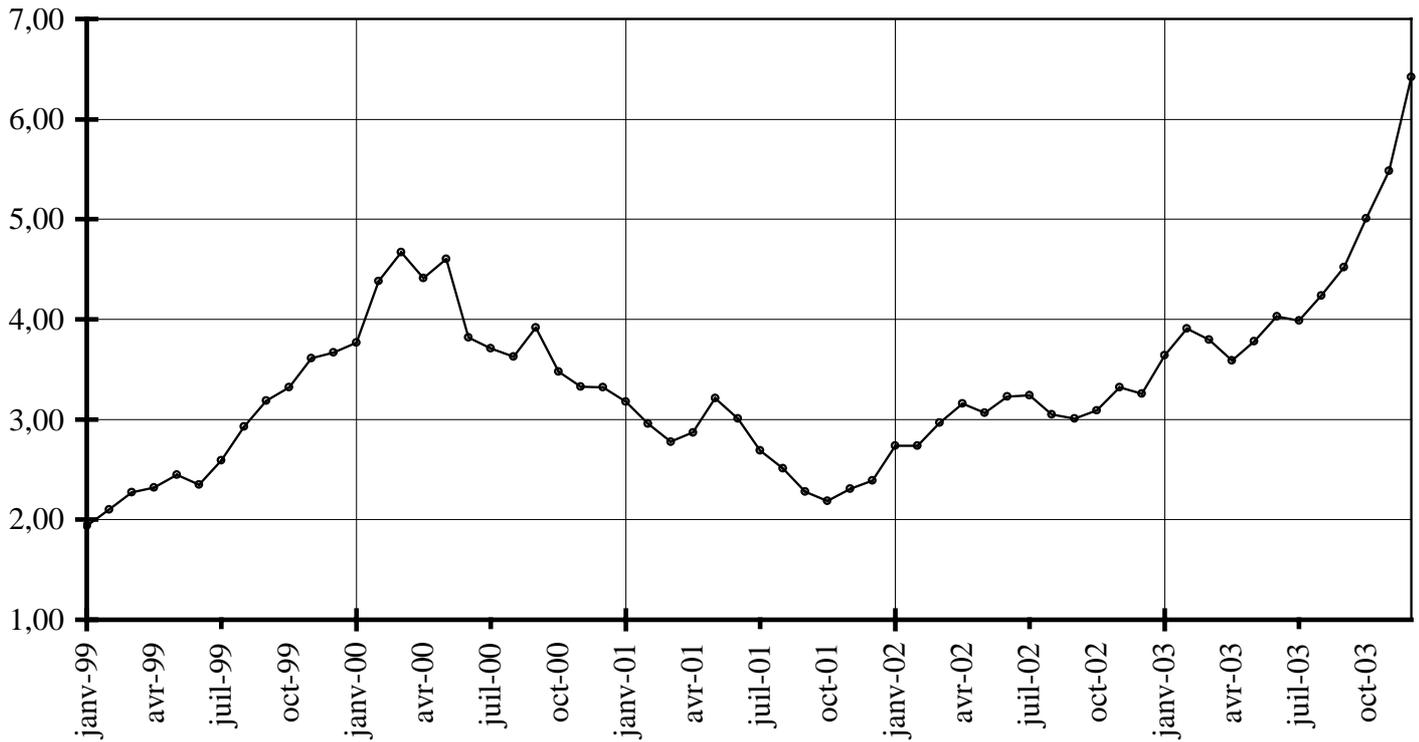
Source : Service des Mines

¹ Nombre de véhicules

² Sous-traitants effectuant des prestations de transport terrestre de tous types (transport de personnel, de tout-venant, de marchandises, d'échantillons...) et personnel employé occasionnellement pour les chargements de minéraliers (chargeurs de wharfs, hommes de chaîne, grutiers...).

Prix du minerai de nickel au LME en moyenne mensuelle

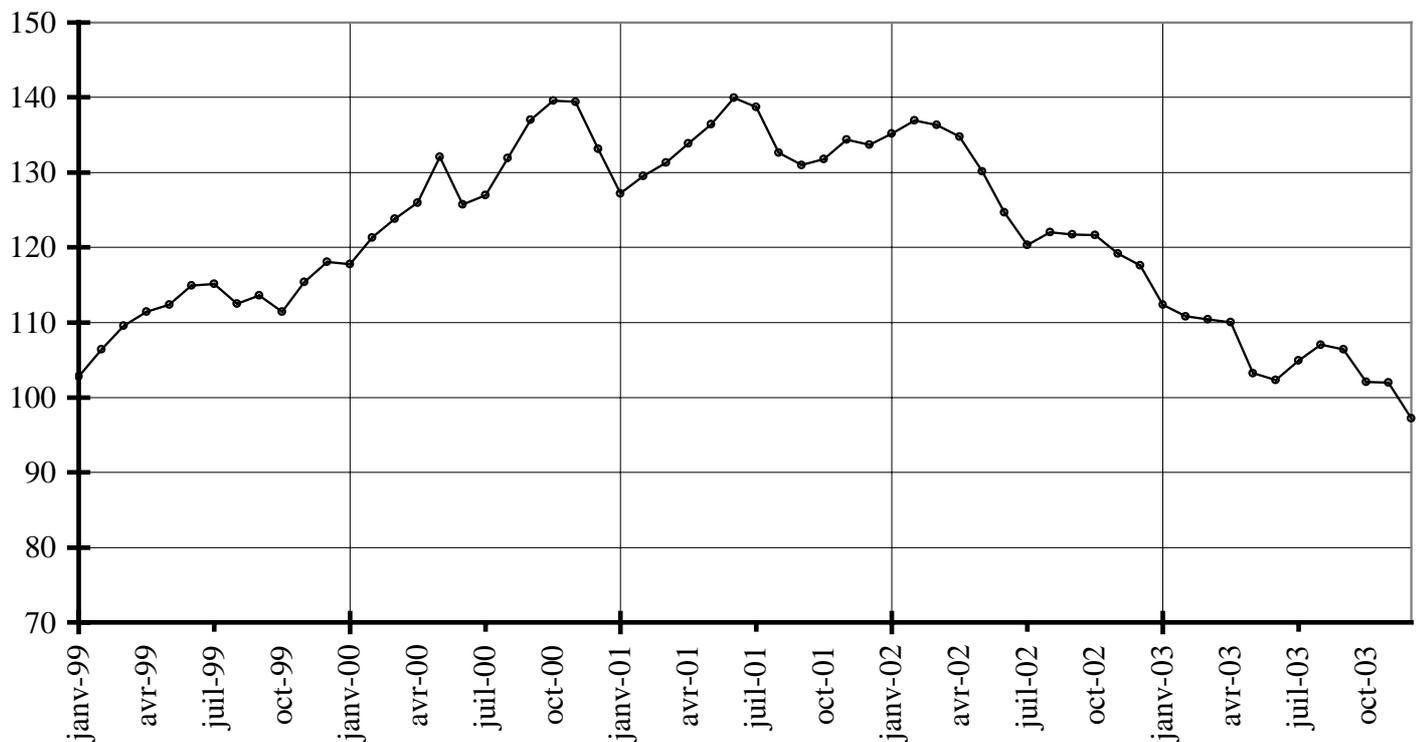
(En USD la livre)



Source : Service des Mines

Cours du dollar US / F CFP

(moyenne mensuelle)



Source : Service des Mines

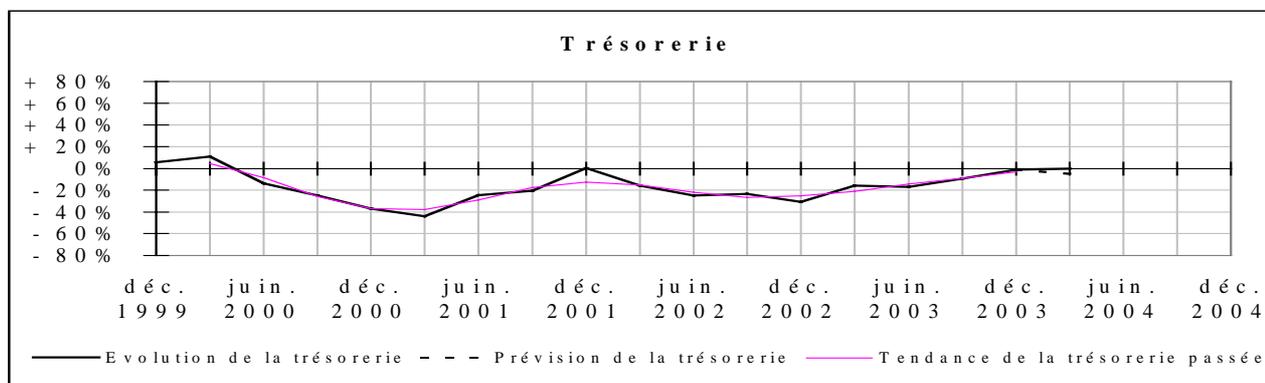
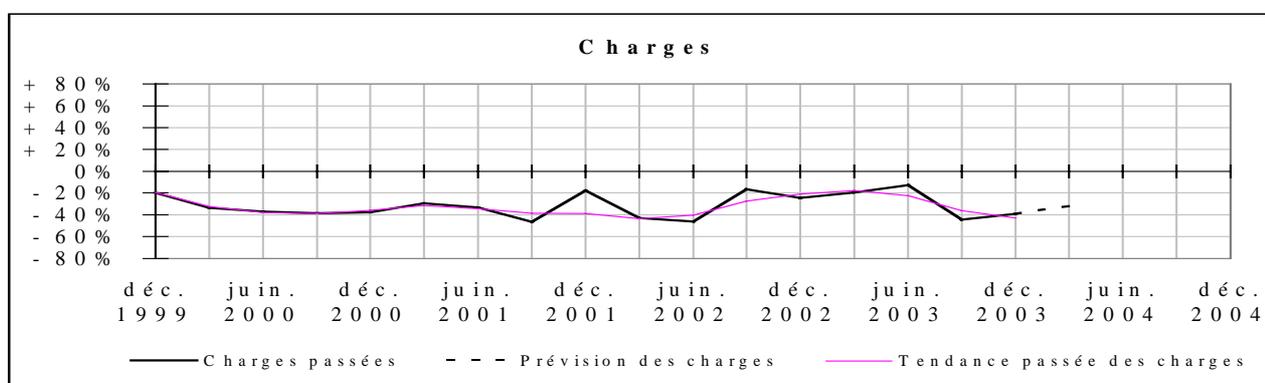
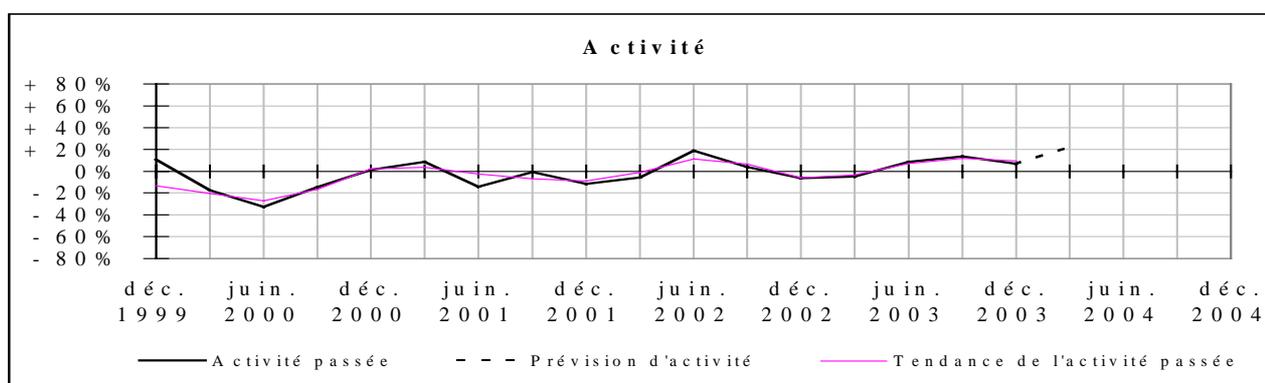
1. Les entreprises

1.1.4 Industries diverses

Opinions des dirigeants d'entreprise des « Industries diverses »¹ au 31 décembre 2003

Soldes d'opinions CVS

(Source et réalisation : IEOM - Données trimestrielles)



¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 31 entreprises (933 salariés) du secteur industriel (hors industrie agro-alimentaire, industrie minière et métallurgique) pour 28 réponses (843 salariés).

1. Les entreprises

EVOLUTION			SITUATION DES STOCKS		PREVISIONS		
par rapport au troisième trimestre de 2003			par rapport à la normale		pour le premier trimestre de 2004		
Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement	Matières premières	Produits finis	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement
→	→	Allongement	Supérieurs	Normaux	↗	↗	Allongement

N.B. : Le manque d'ancienneté des séries ne permet pas encore de les désaisonnaliser, ce qui rend leur interprétation malaisée.

Au cours du quatrième trimestre 2003, les industriels (hors secteur agro-alimentaire et secteur minier et métallurgique) ont exprimé un solde d'opinions favorable contrairement aux prévisions formulées fin décembre. Cet avis a principalement été émis par les opérateurs de la fabrication de charpentes et de menuiseries, les autres professionnels du secteur ayant jugé leur activité plutôt stable.

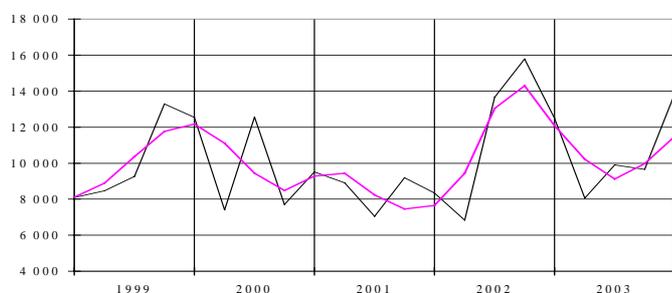
Les importations de métaux avec 13 847 tonnes s'affichent en hausse de 43,5 % par rapport au troisième trimestre 2003 et de 10,8 % par rapport au troisième trimestre 2002.

En liaison avec l'évolution de l'activité décrite ci-dessus, les charges sont restées dégradées mais semblent amorcer une tendance à l'amélioration. Les effectifs sont demeurés stables sur la période. Par ailleurs, en dépit de l'allongement des délais de paiement, les situations de trésorerie ont pu être maîtrisées jusqu'à atteindre l'équilibre. Les effectifs ainsi que les prix de vente sont demeurés stables sur la période considérée.

Les perspectives pour le premier trimestre 2004 font état d'un accroissement du volume d'activité alors que les charges poursuivraient la tendance à l'amélioration et ce malgré la hausse des effectifs. Par ailleurs, les situations de trésorerie de la majorité des entreprises se détérioreraient faiblement sous l'effet d'un allongement des délais de paiement de la clientèle. Les prix de vente seraient globalement orientés à la hausse.

Importations de métaux (en tonnes)

Données brutes CVS — Tendence



Source : Service des douanes

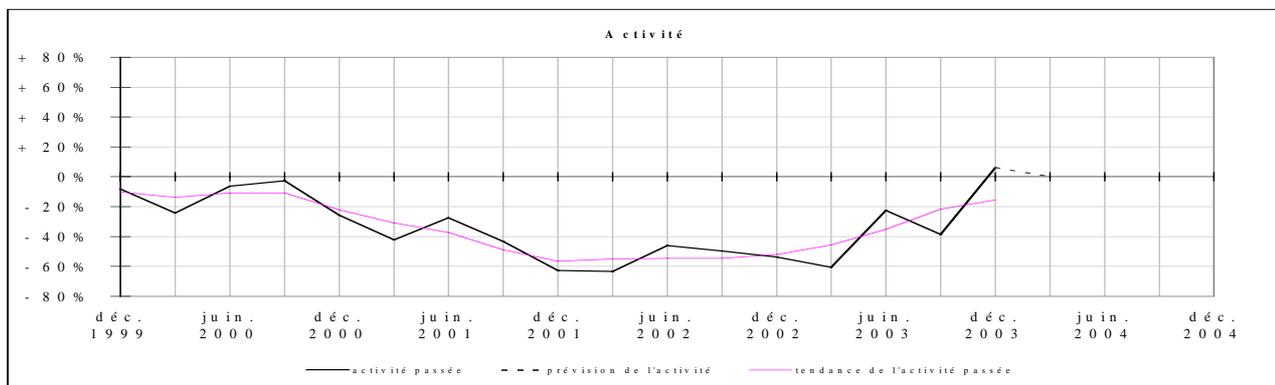
1. Les entreprises

1.1.5 Bâtiment et Travaux publics

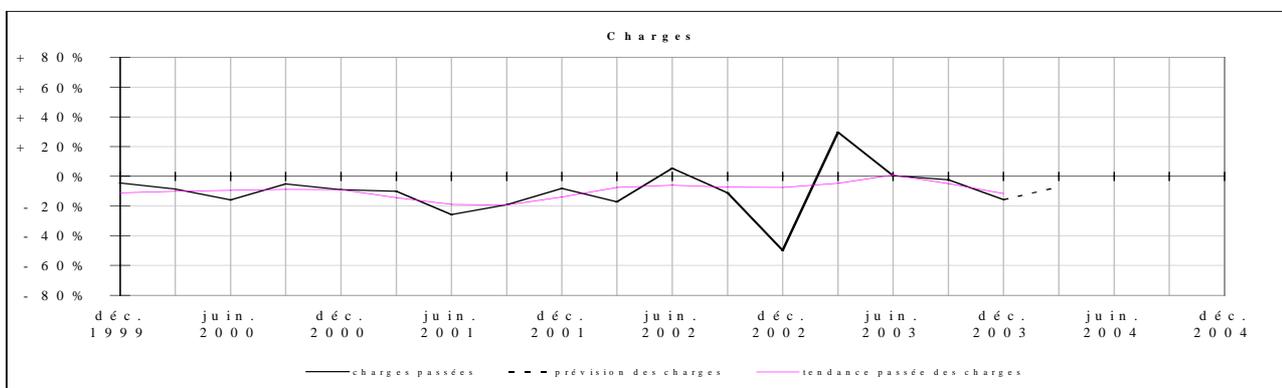
Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Bâtiment et Travaux publics »⁷ au 31 décembre 2003

Soldes d'opinions CVS

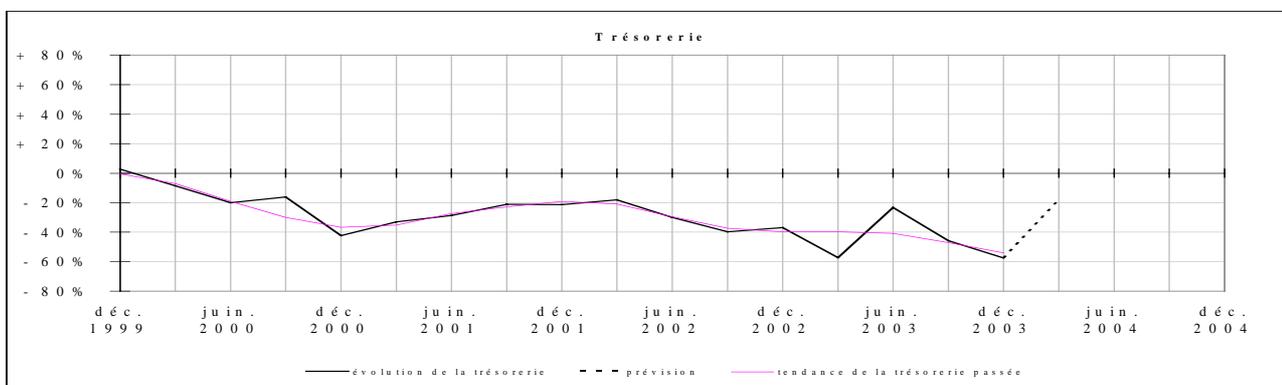
(Source et réalisation : IEOM - Données trimestrielles)



Amélioration
Dégradation



Amélioration
Dégradation



Amélioration
Dégradation

⁷ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 14 entreprises (1 132 salariés) du secteur du BTP pour 12 réponses (1 072 salariés).

1.1.5 Bâtiment et Travaux publics

EVOLUTION			SITUATION DES STOCKS		PREVISIONS		
par rapport au troisième trimestre de 2003			par rapport à la normale		pour le premier trimestre de 2004		
Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement	Matières premières	Produits finis	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement
↗	↘	Allongement	Normaux	Normaux	→	→	Allongement

N.B. : Le manque d'ancienneté des séries ne permet pas encore de les désaisonnaliser, ce qui rend leur interprétation malaisée.

Au cours du quatrième trimestre 2003, les entrepreneurs du secteur « bâtiment et travaux publics » estiment que leur activité s'est améliorée, celle-ci apparaissant positive sur la courbe de représentativité pour la première fois depuis quatre ans. Ce résultat provient essentiellement de la branche du secteur « bâtiment ».

Au cours de la période considérée, les « constructions achevées à usage d'habitation » sont en recul de 10,8 % en décembre 2003 par rapport à décembre 2002 (données cumulées sur douze mois). Toutefois, le nombre de logements achevés correspondant aux constructions achevées est légèrement supérieur en 2003 par rapport à 2002 (soit + 0,6 % en données cumulées). Il convient toutefois de préciser que la forte hausse annuelle du nombre de logements achevés en début d'année 2003 engendrée par la livraison de la majeure partie des habitations collectives sur le premier semestre 2003, s'est amenuisée au fil des mois (+ 421,1 % en janvier 2003, + 104,9 % en mai, + 35,9 en octobre et + 14,7 % en novembre 2003).

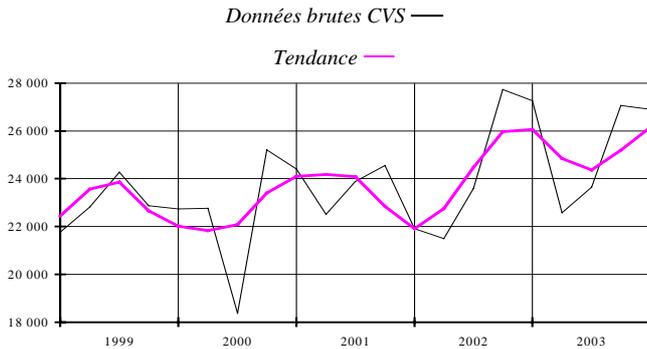
L'indicateur « ventes de ciment » se stabilise à + 0,1 % entre décembre 2002 et décembre 2003 (en données cumulées).

D'après le solde d'opinions des dirigeants du secteur les charges d'exploitation se sont alourdies en liaison avec l'amélioration de l'activité conjuguée à une hausse des effectifs. Par ailleurs, dans un contexte d'allongement des délais de paiement et de baisse des prix de vente, les situations de trésorerie se sont détériorées.

Pour le premier trimestre 2004, l'évolution du solde d'opinions traduit une situation stable du courant d'affaires qui devrait se maintenir au point d'équilibre. Pour autant, l'accroissement du nombre de logements autorisés sur l'année 2003 par rapport à 2002 (1 858 logements en 2003 contre 1 094 en 2002 soit + 69,8 % en données cumulées) laisse présager de bons résultats dans la branche du bâtiment pour les prochains mois. Parallèlement à l'évolution de l'activité, les charges resteraient dégradées tout en s'approchant du point d'équilibre. Quant aux situations de trésorerie, elles seraient moins tendues mais resteraient détériorées. Les effectifs et les prix de vente se stabiliseraient et les délais de paiement s'allongeraient.

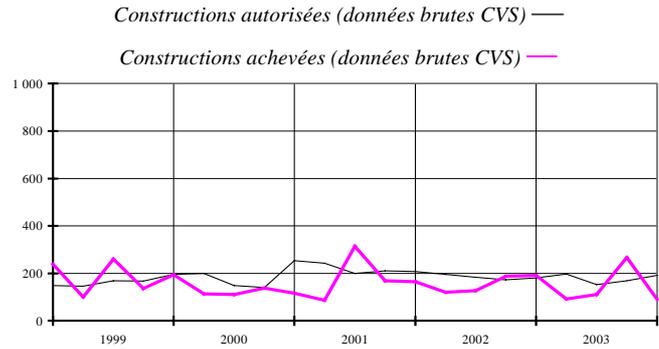
1.1.5 Bâtiment et Travaux publics

Ventes de ciment
(en tonnes)



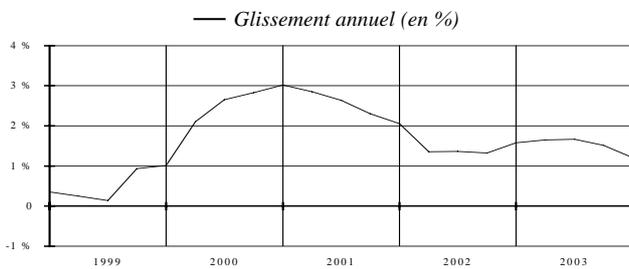
Source : Holcim (Nouvelle-Calédonie)

Nombre de constructions à usage d'habitation
(en nombre)



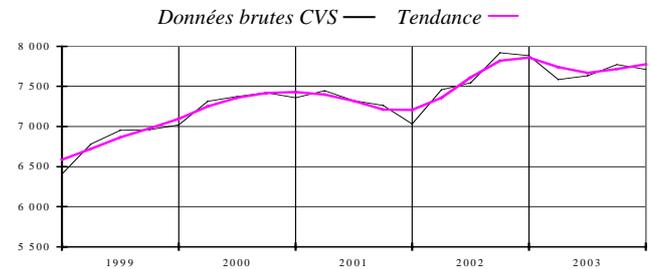
Sources : Direction de l'équipement de la Province Sud

Index B.T. 21



Source : ISEE

Effectifs du BTP (en nombre)



Source : Direction du Travail

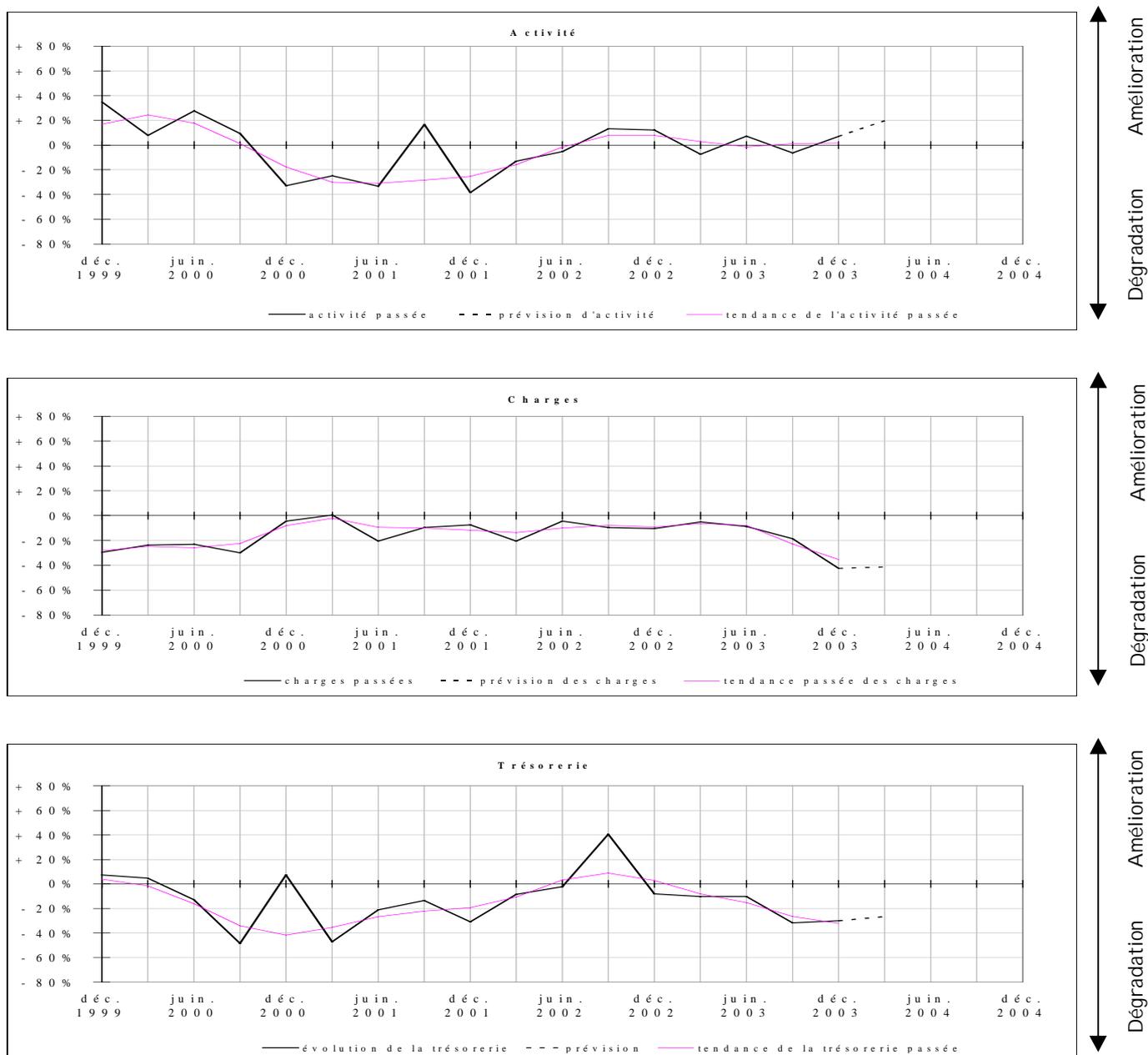
1. Les entreprises

1.1.6 Commerce

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur du « Commerce »⁸ au 31 décembre 2003

Soldes d'opinions CVS

(Source et réalisation : IEOM - Données trimestrielles)



⁸ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 45 entreprises (2 137 salariés) du secteur du commerce pour 36 réponses (1 857 salariés). Cet échantillon comprend un sous échantillon du commerce de détail (cf rubrique 2.1.1).

EVOLUTION			SITUATION DES STOCKS	PREVISIONS		
par rapport au troisième trimestre de 2003			par rapport à la normale	Pour le premier trimestre de 2004		
Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement	Produits finis	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement
↗	↘	Allongement	Supérieurs	↘	↘	Allongement

N.B. : Le manque d'ancienneté des séries ne permet pas encore de les désaisonnaliser, ce qui rend leur interprétation malaisée.

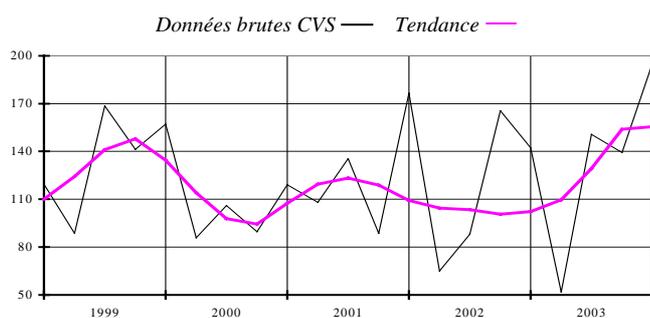
Compte tenu du solde d'opinions, l'activité des entreprises du secteur du commerce au quatrième trimestre 2003 est apparue satisfaisante. Ce constat concerne surtout les commerces de détail mais aussi les commerces de gros de produits alimentaires.

Ce sentiment globalement favorable des commerçants est corroboré par l'indicateur « importations de textiles » (respectivement + 39,9 % par rapport au trimestre précédent et + 36,9 % par rapport à la même période de 2002).

Les charges d'exploitation ont continué de se dégrader dans un contexte d'augmentation des effectifs pour la majorité des commerçants. Par ailleurs, l'allongement des délais de paiement conjugué à une baisse des prix de vente a freiné le développement des situations de trésorerie qui sont demeurées négatives.

Les commerçants anticipent pour les trois premiers mois de 2004, la poursuite de l'accroissement de leur volume d'affaires. Les charges d'exploitation se stabiliseraient à un niveau négatif alors que les situations de trésorerie apparaîtraient légèrement moins négatives par rapport au trimestre précédent. Les effectifs et les prix de vente seraient orientés à la baisse et les délais de paiement se détérioreraient.

Importations de textiles (en tonnes)



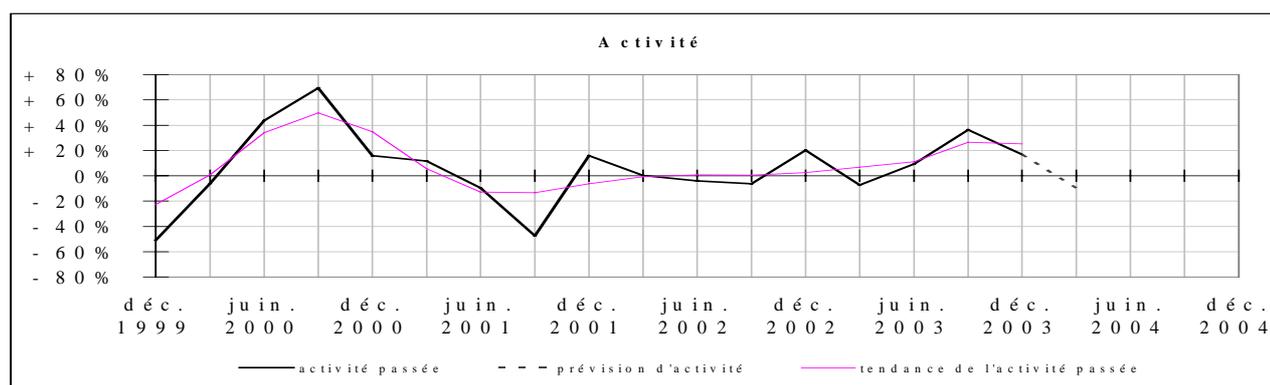
1. Les entreprises

1.1.7 Hôtellerie - Tourisme

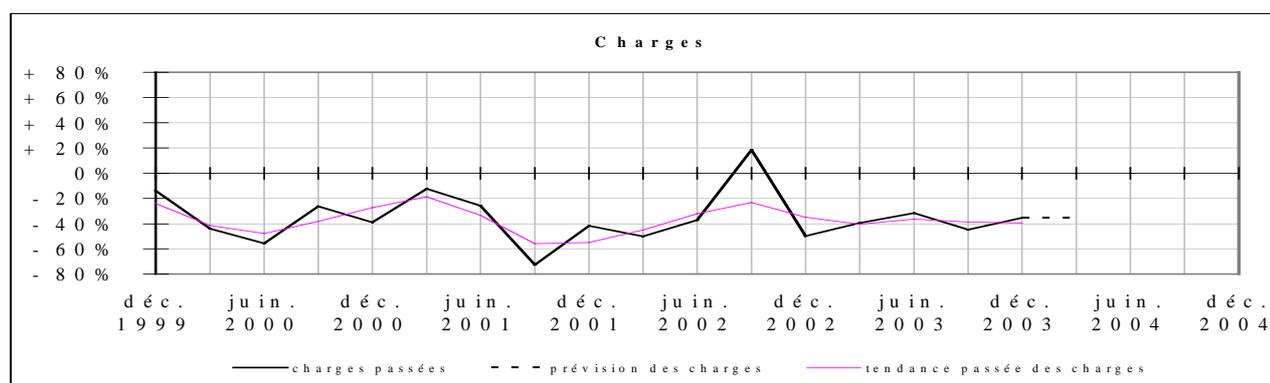
Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur de « l'Hôtellerie et du Tourisme »⁹ au 31 décembre 2003

Soldes d'opinions CVS

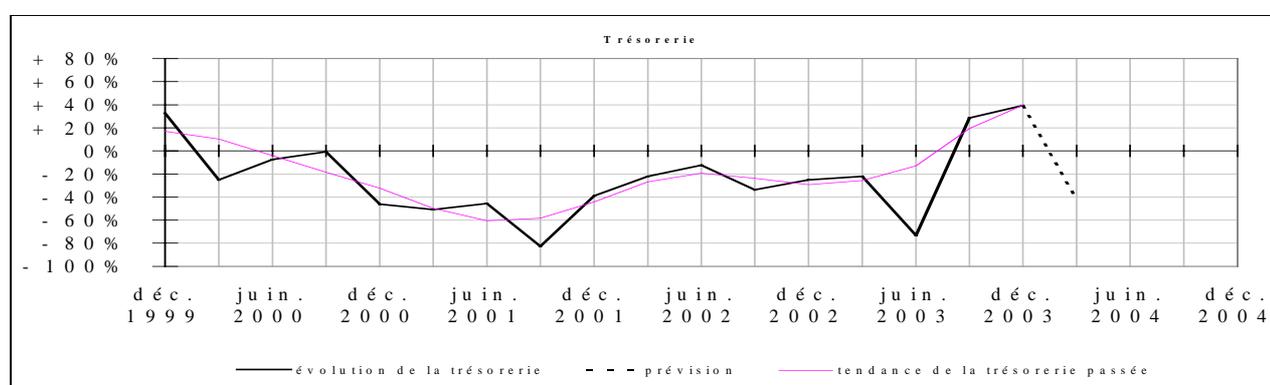
(Source et réalisation : IEOM - Données trimestrielles)



↑ Amélioration
↓ Dégradation



↑ Amélioration
↓ Dégradation



↑ Amélioration
↓ Dégradation

⁹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 24 entreprises (1 275 salariés) du secteur de l'hôtellerie et du tourisme pour 21 réponses (1 225 salariés).

EVOLUTION		
par rapport au Troisième trimestre de 2003		
Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement
↗	↗	Allongement

PREVISIONS		
Pour le premier trimestre de 2004		
Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement
↘	↘	Allongement

N.B. : Le manque d'ancienneté des séries ne permet pas encore de les désaisonnaliser, ce qui rend leur interprétation malaisée.

Au cours du quatrième trimestre 2003, les professionnels du secteur hôtellerie-tourisme affichent un solde d'opinions favorable même s'ils sont moins optimistes par rapport au trimestre précédent. Dans le détail, l'opinion des transporteurs aériens et terrestres apparaît fortement dynamisé au même titre que celle des hôtels-restaurants de l'intérieur et des îles mais dans une moindre mesure.

Au cours du quatrième trimestre 2003, la fréquentation touristique des principaux marchés a évolué de façon contrastée. Ainsi, les touristes néo-zélandais ont été moins nombreux de 19,9 %, les japonais de 14,1 % et les australiens de 8,0 % par rapport au troisième trimestre 2003. A l'inverse, les touristes français ont progressé de 15,6 % ainsi que les « touristes divers » avec + 17,0 % par rapport à septembre 2002. En globalité, tous marchés confondus, le nombre de touristes est légèrement supérieur (+ 0,6 %) entre le 30 septembre 2003 et le 31 décembre 2003. Toutefois, en données cumulées à décembre 2003, la fréquentation touristique globale a diminué de 1,9 % par rapport à décembre 2002, ramenant le nombre de touristes à 101 983 contre 103 933 à fin 2002.

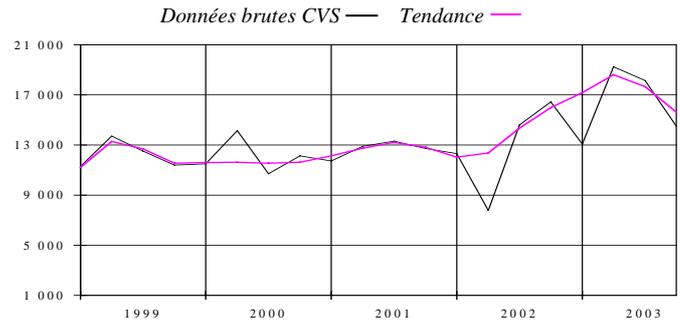
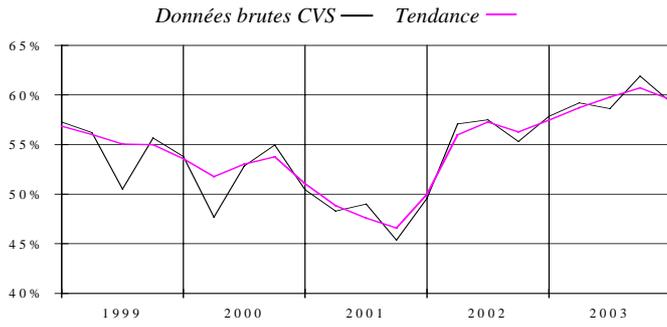
En liaison avec l'évolution de l'activité, les charges d'exploitation se sont légèrement détendues tout en restant négatives. Les effectifs ont été orientés à la hausse.

Parallèlement, en dépit de l'allongement des délais de paiement et de la hausse des prix de vente, les situations de trésorerie de la majorité des entreprises du secteur ont continué à évoluer favorablement.

Pour les trois premiers mois de 2004, les entrepreneurs interrogés sont pessimistes quant à l'évolution de l'ensemble des indicateurs. Cependant, il convient de préciser que la compagnie Aircalin continue de moderniser sa flotte et annonce la poursuite du développement de son activité en 2004. La mise en service le 12 février 2004 d'un Airbus moyen courrier A320, en remplacement du Boeing 737 qu'exploitait la compagnie depuis 1989 sur le réseau régional, permettra de desservir Sydney, Brisbane, Auckland, Wallis, Port-Vila et Nandi avec une capacité de transport des passagers supérieure de 16 % par rapport au Boeing 737. D'autre part, à la fin du mois de mars 2004, Aircalin inaugurera un troisième vol sur Osaka qui devrait permettre de capter une clientèle japonaise plus large.

Taux d'occupation des chambres

Nombre de croisiéristes

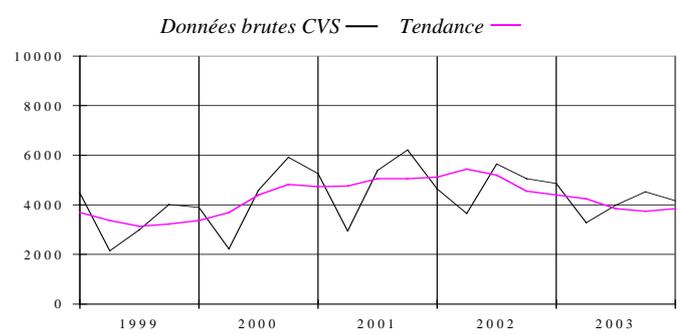
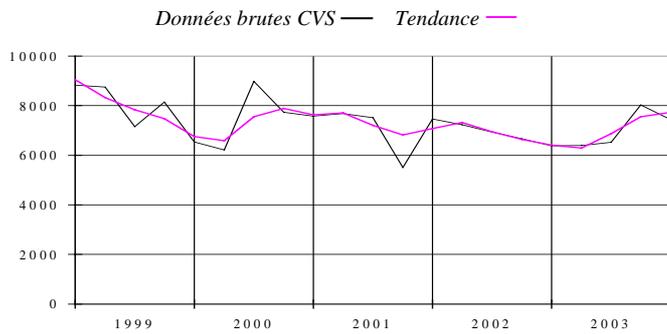


Source : ISEE

Source : ISEE

Nombre de touristes japonais

Nombre de touristes australiens

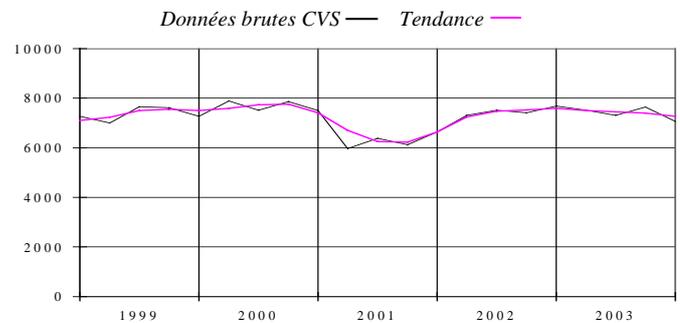
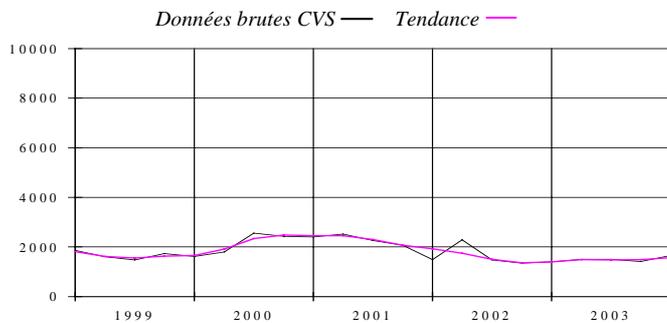


Source : ISEE

Source : ISEE

Nombre de touristes néo-zélandais

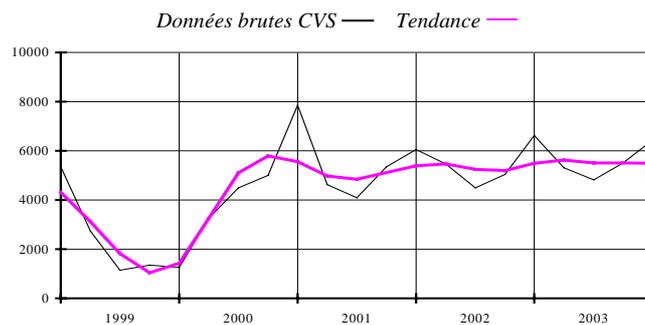
Nombre de touristes français



Source : ISEE

Source : ISEE

Nombre de touristes divers



Source : ISEE

1. Les entreprises

1.2 L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES

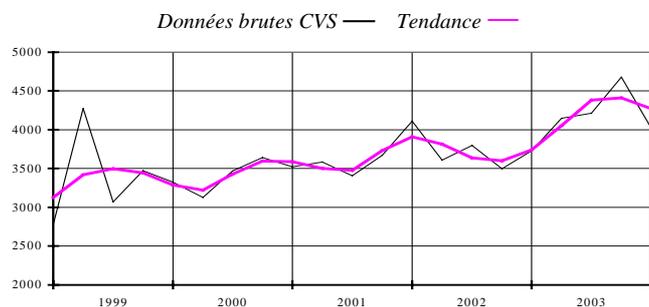
TENDANCE DE L'INVESTISSEMENT							
pour les douze prochains mois							
Agriculture, Elevage, Pêche	Industrie agroalimentaire	Mines et métallurgie	Autres industries	BTP	Commerce	Commerce de détail	Tourisme Hôtellerie
→	→	↗	↗	→	↗	↗	→

N.B. : Le manque d'ancienneté des séries ne permet pas encore de les désaisonnaliser, ce qui rend leur interprétation malaisée.

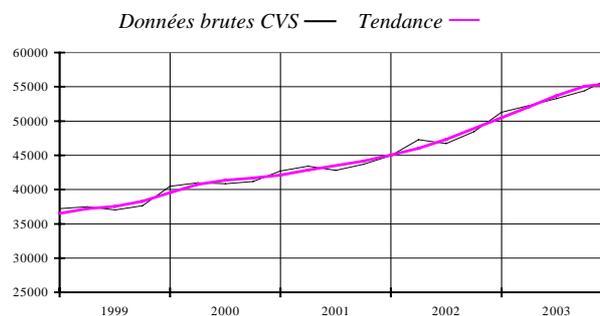
Les biens d'équipement professionnels

Le financement des investissements

Importations de biens d'équipement
(en millions de F CFP)

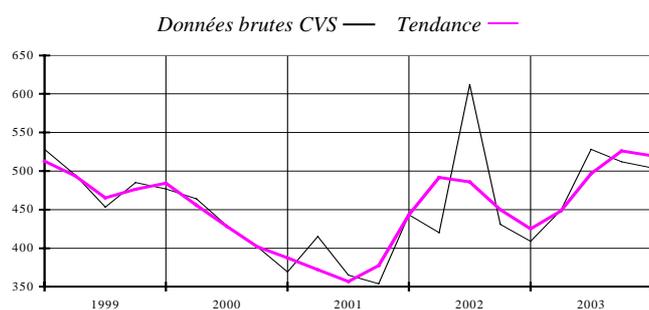


Encours bancaires des crédits d'équipement
(en millions de F CFP)



Les investissements spécifiques

Ventes de véhicules utilitaires (en nombre)



Mesuré par l'indicateur global des importations de biens d'équipement professionnels, qui atteint 17 087 millions de F CFP en données cumulées à décembre 2003, l'investissement des entreprises est orienté à la hausse de 16,8 % en glissement annuel. De même, l'indicateur « vente de véhicules utilitaires » affiche en glissement annuel une progression de 6,5 % entre décembre 2002 et décembre 2003. Par ailleurs, l'évolution des encours de crédit d'équipement distribués par les établissements de la place témoigne d'une tendance favorable à l'investissement avec + 3,7 % par rapport à septembre 2003 et + 10,0 % par rapport à décembre 2002.

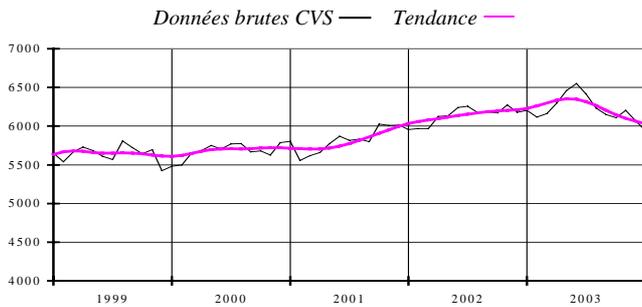
D'après les résultats de la dernière enquête de conjoncture, les secteurs de la « mine/métallurgie » des « autres industries » et du « commerce » prévoient d'investir sur les douze mois à venir. Les autres secteurs ne se prononcent pas.

1. Les entreprises

1.3 LES CONDITIONS DE FINANCEMENT ET LES INDICATEURS DE VULNERABILITE

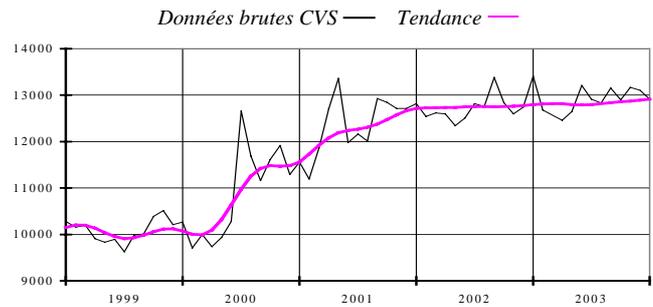
Le financement des entreprises

Secteur « Agriculture, élevage, pêche et aquaculture »
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)



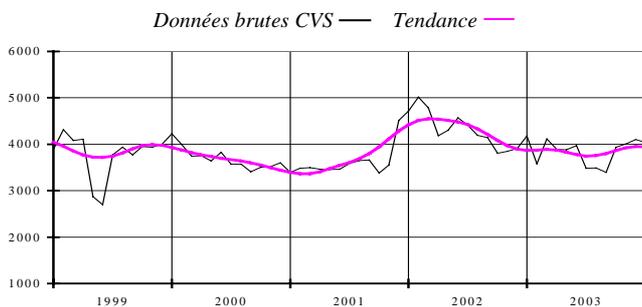
Source : IEOM

Secteur « Industrie » (hors mines et métallurgie)
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)



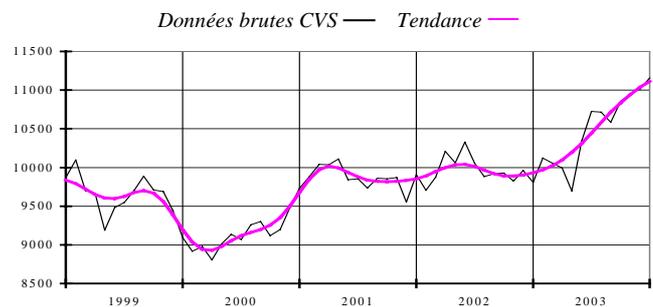
Source : IEOM

Secteur « Mines et métallurgie² »
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)



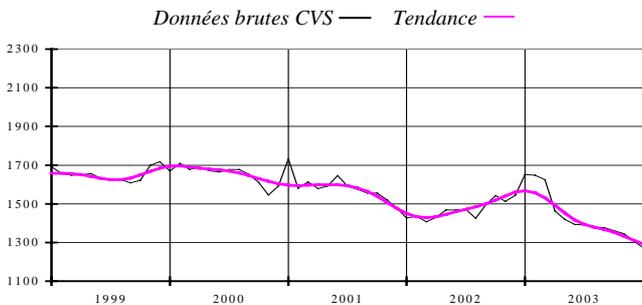
Source : IEOM

Secteur « Bâtiment et travaux publics »
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)



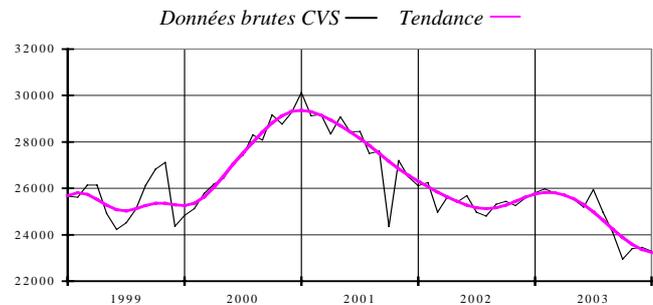
Source : IEOM

Secteur « Hôtellerie »
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)



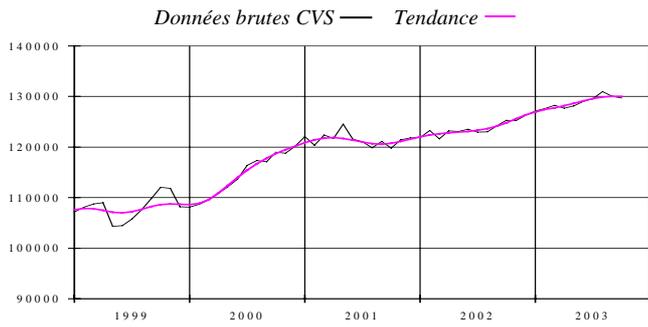
Source : IEOM

Secteur « Commerce »
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)



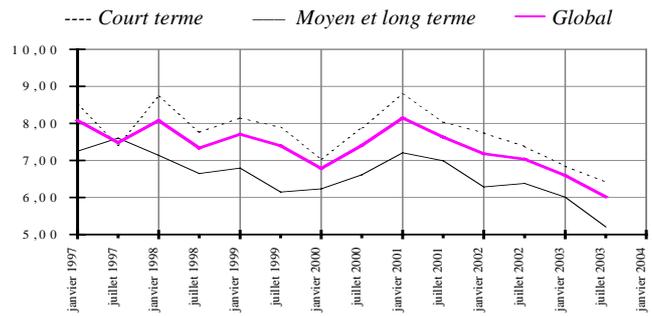
Source : IEOM

Encours bancaire des crédits à l'ensemble des secteurs¹⁰ (en millions de F CFP)



Source : IEOM

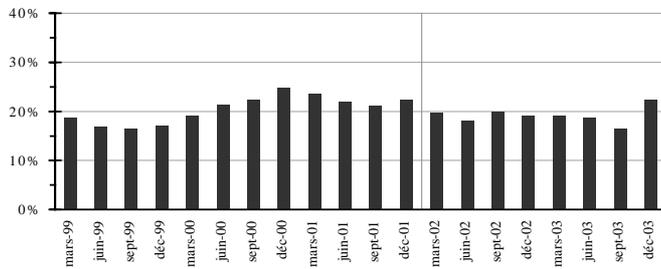
Coût du crédit aux entreprises (Taux moyen pondéré, en %)



Source : IEOM

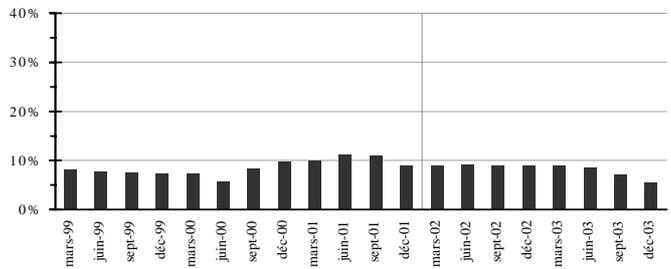
Les indicateurs de vulnérabilité

Secteur « Agriculture, pêche, élevage et aquaculture »
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



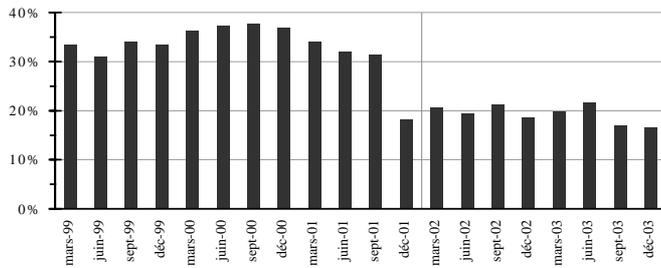
Source : IEOM

Secteur « Industrie » (Hors mines)
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



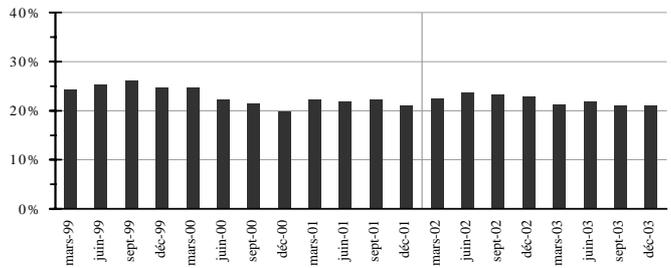
Source : IEOM

Secteur « Mines et métallurgie »
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



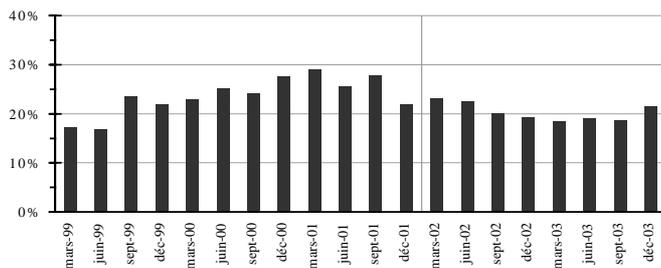
Source : IEOM

Secteur « Bâtiment et travaux publics »
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



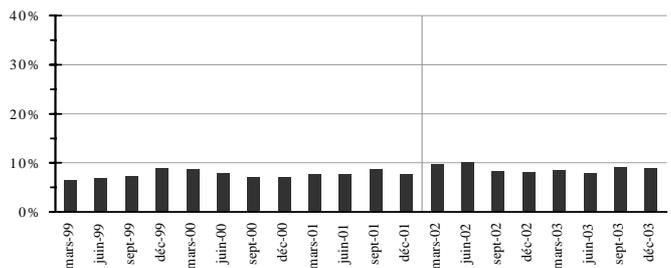
Source : IEOM

Secteur « Hôtellerie »
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

Secteur « Commerce »
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



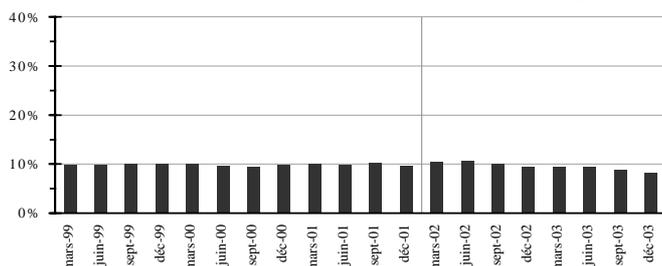
Source : IEOM

¹⁰ Y compris « services » et « transports et communications »

1. Les entreprises

Ensemble des secteurs¹¹

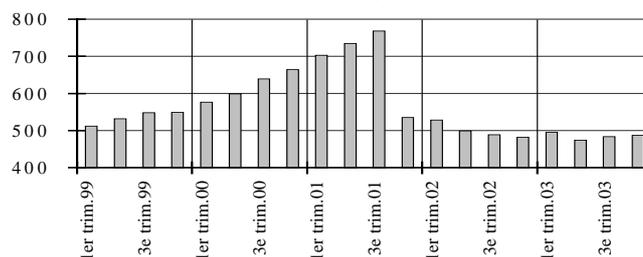
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

Personnes morales interdites bancaires

(en nombre)

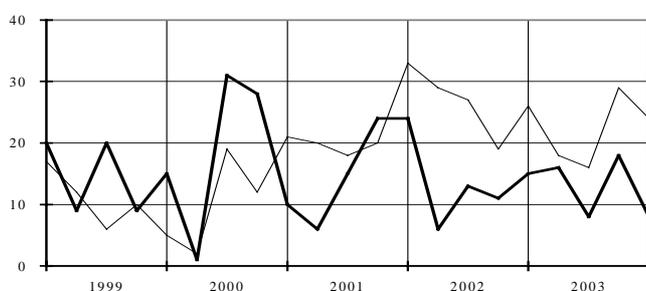


Source : IEOM

Redressements et liquidations judiciaires

(en nombre)

— Liquidations judiciaires — Redressements judiciaires



Source : Tribunal Mixte de Commerce

Selon les résultats de la centralisation des risques effectuée par l'IEOM, l'encours des concours bancaires au 31 décembre 2003, tous secteurs d'activité confondus - hors ménages - a progressé par rapport à l'encours au 30 septembre 2003 (+ 2,9 % en données brutes). Les encours des secteurs « BTP », « commerce » et « mines et métallurgie » progressent de, respectivement, 3,6 %, 3,4 % et 2,7 % en données brutes. A l'inverse, les secteurs de « l'hôtellerie » et de « l'agriculture », ont vu leur encours diminuer de, respectivement, 6,5 %, et 2,7 % . Le secteur de l'industrie hors mine et métallurgie est stable (+ 0,1% par rapport au trimestre précédent).

Au 31 décembre 2003, la part des créances douteuses brutes atteint 8,3 % du total des encours, ce qui représente une baisse de 0,5 point par rapport au 30 septembre 2003. Les taux de créances douteuses brutes les plus élevés concernent l'agriculture (22,3 %), l'hôtellerie (21,4 %) et le BTP (21,0 %).

Le nombre de personnes morales touchées par une interdiction bancaire pour émission de chèques sans provision est stable au 31 décembre 2003, (487 personnes morales concernées soit + 0,6 % par rapport au 30 septembre 2003 et + 1,0 % par rapport au 31 décembre 2002).

Sur le quatrième trimestre de l'année 2003, le nombre de redressements judiciaires a diminué par rapport à septembre 2003 (24 contre 29). Enfin, 8 liquidations judiciaires ont été prononcées au quatrième trimestre 2003 contre 18 au troisième trimestre 2003.

¹¹ Y compris « Services » et « transports et communications ».

2. La demande des ménages

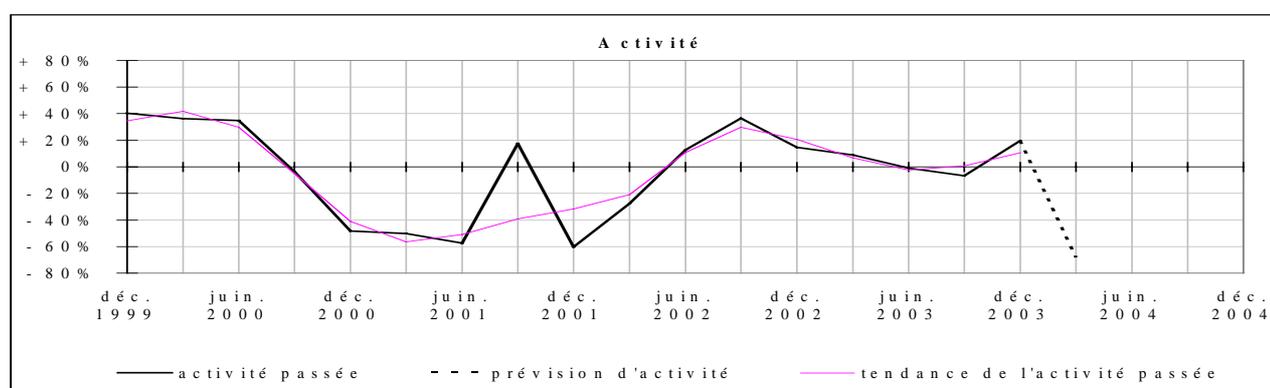
2.1 L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION ET DE L'INVESTISSEMENT

2.1.1 L'évolution de la consommation des ménages

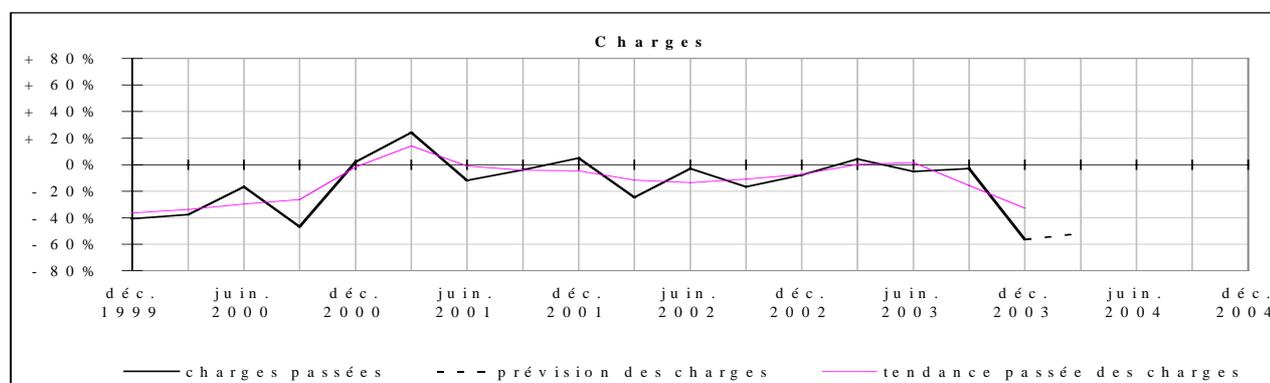
Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur du « Commerce de détail »¹
au 31 décembre 2003

Soldes d'opinions CVS

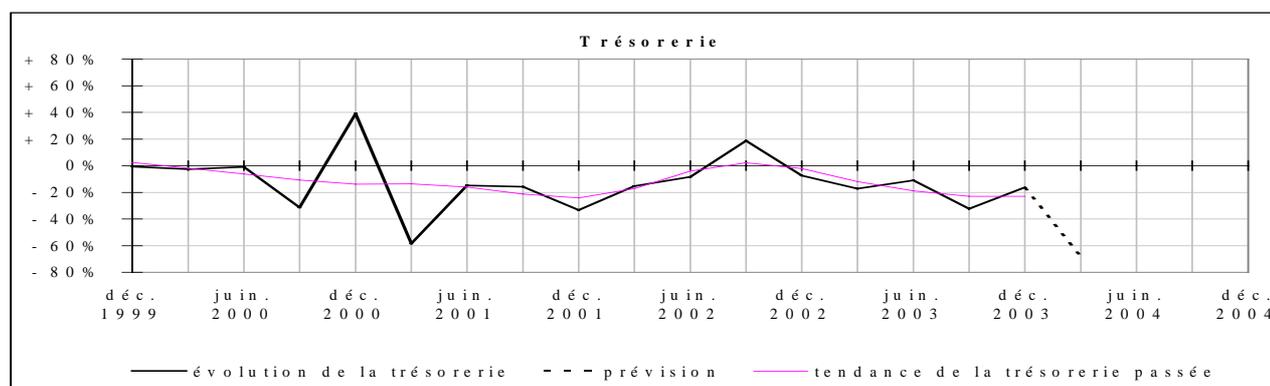
(Source et réalisation : IEOM - Données trimestrielles)



Amélioration
Dégradation



Amélioration
Dégradation



Amélioration
Dégradation

¹² L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 18 entreprises (900 salariés) du secteur du commerce de détail (y compris les concessionnaires automobiles) pour 15 réponses (781 salariés).

2. La demande des ménages

EVOLUTION			SITUATION DES STOCKS	PREVISIONS		
par rapport au troisième trimestre de 2003			par rapport à la normale	pour le premier trimestre de 2004		
Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement	Produits finis	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement
→	↙	Allongement	Normaux	↙	→	Allongement

N.B. : Le manque d'ancienneté des séries ne permet pas encore de les désaisonnaliser, ce qui rend leur interprétation malaisée.

Le solde d'opinions des dirigeants d'entreprises commerciales de détail relatif à l'évolution de leur courant d'affaires au cours quatrième trimestre 2003 s'avère favorable par rapport au troisième trimestre.

L'évolution des indicateurs objectifs traditionnels au cours du trimestre concerné vient renforcer l'avis positif exprimé ci-dessus. Dans un contexte d'inflation modéré (+ 1,0 % en glissement annuel à décembre 2003) le niveau des importations est resté conséquent ce qui témoigne d'une consommation globalement soutenue. Ainsi, par rapport au trimestre précédent, les « importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison » progressent de 30,2 % (+ 6,9 % par rapport au 31 décembre 2002). Dans le même temps, les « importations d'articles d'habillement et chaussures » augmentent de 22,7 % (+ 3,1 % par rapport au 31 décembre 2002) puis dans une moindre mesure, les « importations de produits alimentaires, boissons et tabac » s'accroissent de 10,3 % (+ 6,2 % par rapport au 31 décembre 2002). Les ventes de véhicules de tourisme sont supérieures quant à elles de 1,2 % par rapport au trimestre précédent (7,8 % par rapport au 31 décembre 2002). Par ailleurs, les ménages ont souscrit davantage de crédits de trésorerie pour financer leur consommation. En effet, ces derniers ont évolué de + 1,4 % entre le 30 septembre 2003 et le 31 décembre 2003 et de 2,3 % en glissement annuel à fin 2003.

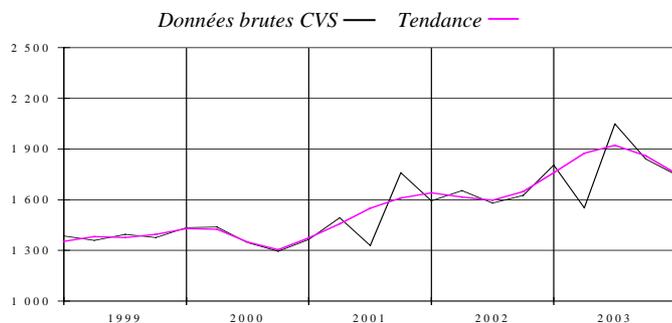
En liaison avec une activité développée, les charges d'exploitation des entreprises commerciales concernées se sont détériorées. Dans un contexte d'allongement des délais de paiement de la clientèle et de prix de vente orientés à la baisse, les situations de trésorerie sont restées négatives mais dans une moindre mesure comparativement au troisième trimestre 2003. Les effectifs ont été jugés stables au cours de la période concernée.

Après un quatrième trimestre soutenu grâce aux fêtes de fin d'année, le solde d'opinions des commerçants indique une baisse de l'activité pour le premier trimestre 2004 en liaison avec la période correspondant aux vacances scolaires. Les autres indicateurs seraient dégradés, à l'exception des prix de vente qui se stabiliseraient.

2.1.1 L'évolution de la consommation des ménages

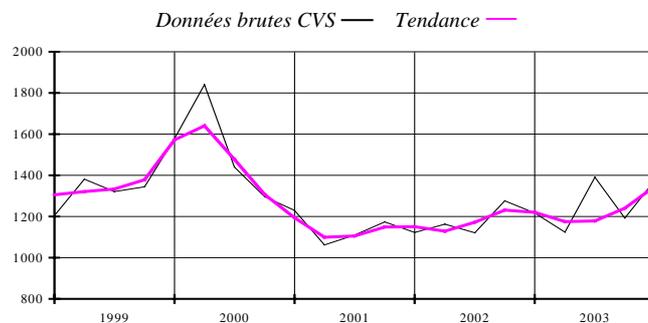
L'achat de biens d'équipement

Ventes de véhicules de tourisme neufs
(en nombre)



Source : Concessionnaires automobiles

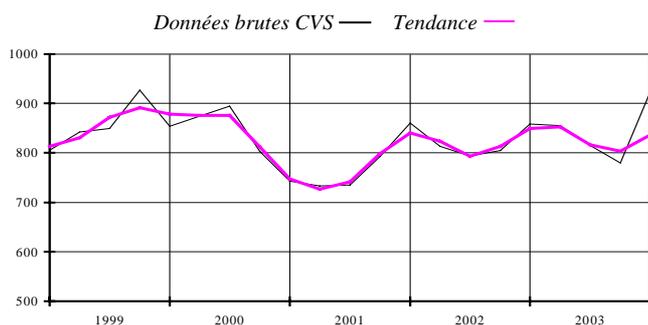
Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison (en millions de F CFP)



Source : Service des Douanes

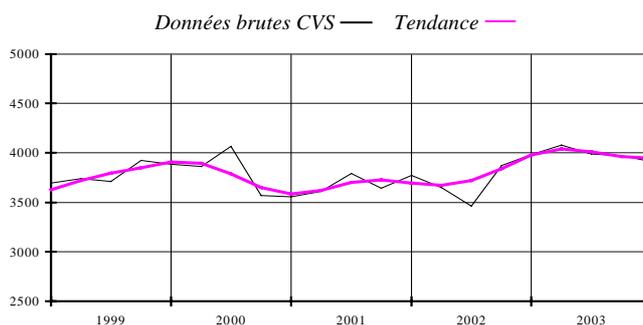
Biens de consommation courante

Importations d'articles d'habillement et chaussures (en millions de F CFP)



Source : Service des Douanes

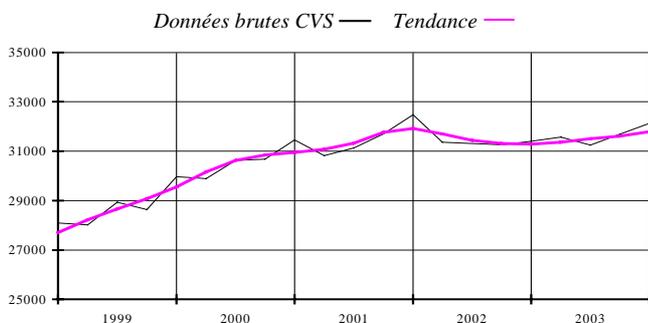
Importations de produits alimentaires, boissons et tabac (en millions de F CFP)



Source : Service des Douanes

Le financement des ménages

Encours bancaires des crédits de trésorerie
(en millions de F CFP)



Source : IEOM

2. La demande des ménages

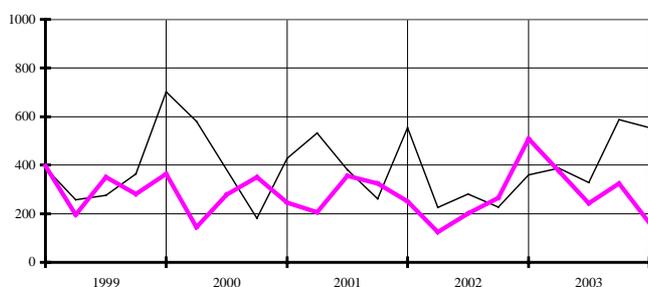
2.1.2 L'investissement immobilier des ménages

Indicateurs de construction

Logements individuels (en nombre)

Logements autorisés (données brutes CVS) —

Logements achevés (données brutes CVS) —



Sources : Direction de l'équipement de la Province Sud et
Direction de l'aménagement de la Province Nord.

Le financement

Encours bancaires des crédits à l'habitat

(en millions de F CFP)

données brutes CVS —

tendance —



Source : IEOM

Sur l'année 2003, l'investissement immobilier des ménages s'est globalement bien maintenu. Ainsi, l'indicateur « logements achevés à usage d'habitation » s'affiche en légère progression (+ 0,6 % en données cumulées) sur les douze mois de 2003 par rapport à la même période 2002. Quant à l'indicateur « logements autorisés à usage d'habitation », il s'inscrit en forte hausse avec + 69,8 % entre décembre 2002 et décembre 2003.

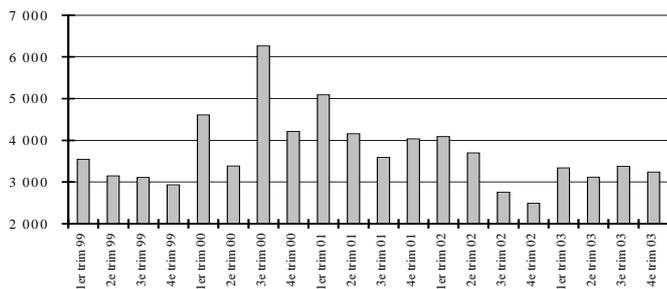
L'encours bancaire des crédits à l'habitat accordés par les établissements de crédit locaux représente 133 550 millions de F CFP au 31 décembre 2003, soit une augmentation de 4,4 % par rapport au trimestre précédent et de 10,8 % par rapport au 31 décembre 2002.

2. La demande des ménages

2.2 LA VULNERABILITE DE LA TRESORERIE DES MENAGES

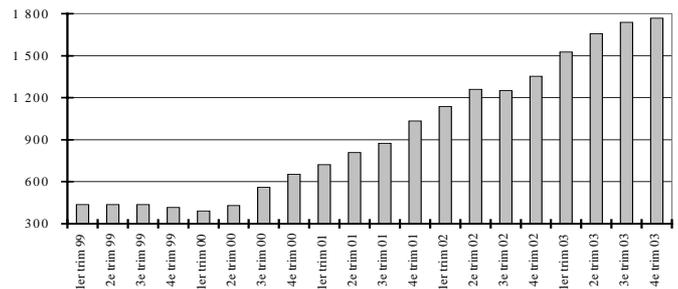
Les indicateurs de vulnérabilité liés à l'utilisation de moyens de paiement

Incidents de paiement sur chèques
(en nombre)



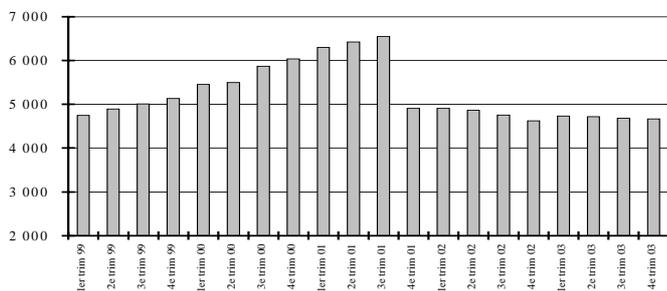
Source : IEOM

Décisions de retraits de cartes bancaires
stock en fin de trimestre (en nombre)



Source : IEOM

Personnes physiques interdites bancaires
stock en fin de trimestre (en nombre)



Source : IEOM

Observation sur les personnes physiques interdites bancaires

L'article 23 de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux Nouvelles Régulations Economiques (rendu applicable en Nouvelle-Calédonie par article 27 de la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001) a réduit de dix ans à cinq ans la durée de l'interdiction bancaire en modifiant l'article L.131-78 du Code Monétaire et Financier.

Mesuré par les incidents de paiement sur chèques, la vulnérabilité de la trésorerie des ménages s'est améliorée sur le quatrième trimestre 2003 mais reste détériorée par rapport à la même période de l'année 2002. En effet, au cours de la période considérée, le Fichier Central des Impayés a recensé 3 238 incidents de paiement sur chèques soit une diminution 4,1 % par rapport au troisième trimestre 2003 mais une progression de 30,0 % par rapport au quatrième trimestre 2002.

Au 31 décembre 2003, 4 667 personnes étaient en interdiction bancaire soit une diminution de 0,3 % en trois mois et une augmentation de 1,0 % sur douze mois. Rapporté au nombre de comptes à vue des particuliers (115 023), la proportion d'interdits bancaires au 31 décembre 2003 atteint 4,0 % contre 4,1 % au 31 décembre 2002.

S'agissant des retraits de cartes bancaires, cet indicateur de vulnérabilité s'est également détérioré en progressant de 1,7 % au cours du quatrième trimestre 2003 et de 30,7 % sur un an, avec un total de 1 768 retraits au 31 décembre 2003, contre 1 353 au 31 décembre 2002.

3. Les principaux indicateurs macro-économiques et sectoriels

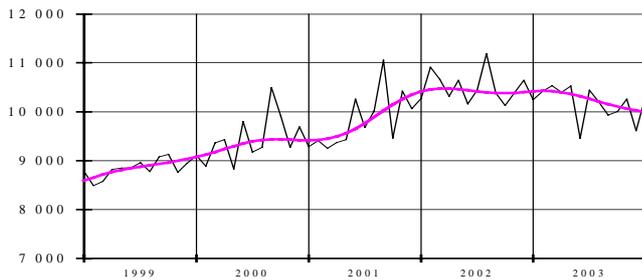
3. Les principaux indicateurs macro-économiques et sectoriels

3.1 LES INDICATEURS MACRO-ECONOMIQUES

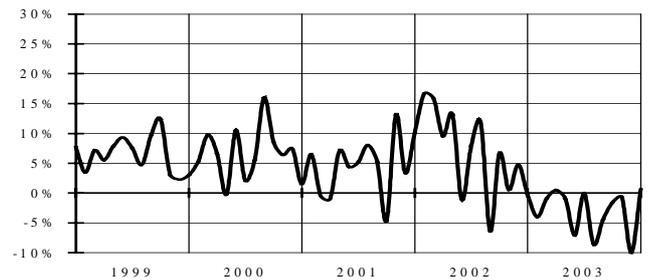
L'emploi

Demands d'emploi en fin de mois (stock)

Demands enregistrées en fin de mois
Données brutes CVS — Tendence —



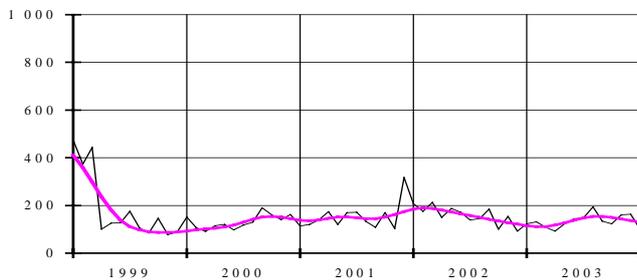
Variations mensuelles brute en glissement annuel



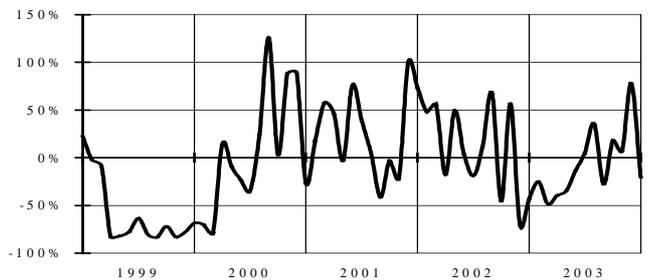
Source : Agence pour l'emploi

Offres d'emploi en fin de mois (stock)

Offres enregistrées en fin de mois
Données brutes CVS — Tendence —



Variations mensuelles en glissement annuel (en %)

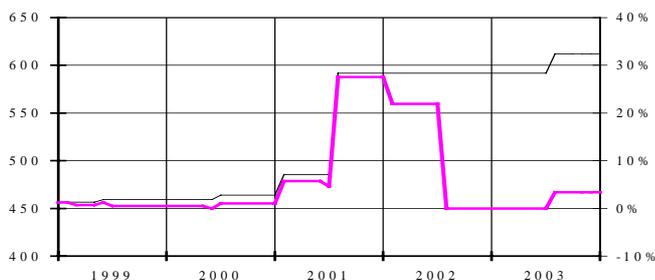


Source : Agence pour l'emploi

Les salaires

Salaire minimum garanti horaire (en F CFP)

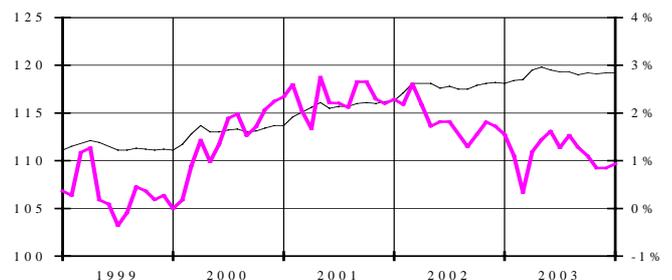
Données brutes — Glissement annuel (en %) —



Les prix

Indice des prix à la consommation

Données brutes (en indice) — Glissement annuel (en %) —



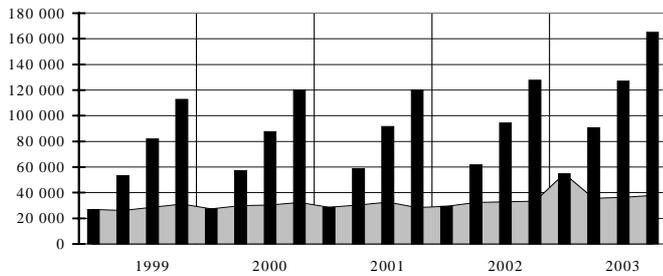
3. Les principaux indicateurs macro-économiques et sectoriels

Source : Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie

Source : ISEE

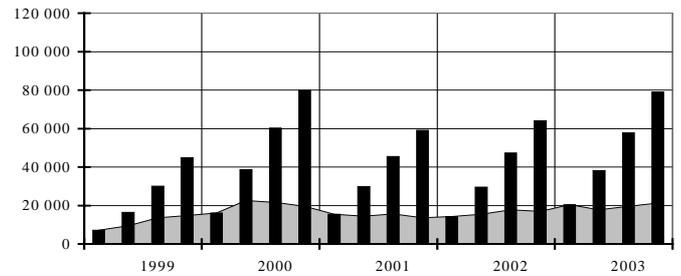
Le commerce extérieur

Importations (en milliards de F CFP)
Données brutes CVS et CVS cumulées



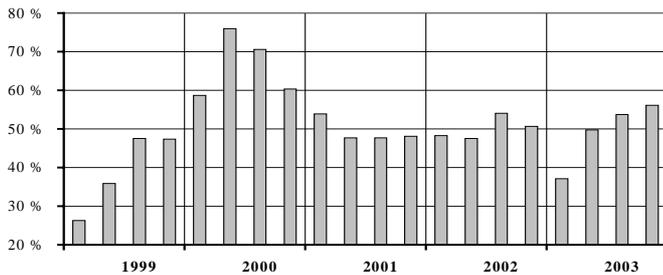
Source : Service des Douanes

Exportations (en milliards de F CFP)
Données brutes CVS et CVS cumulées



Source : Service des Douanes

**Taux de couverture trimestriel des importations
par les exportations**
(en %)



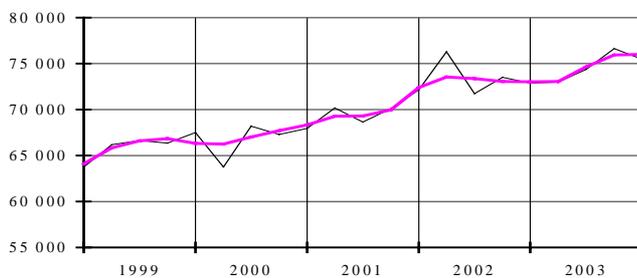
Source : Service des Douanes

L'énergie

Ventes d'électricité basse tension
(en milliers de kWh)

Données brutes CVS

Moyenne mobile d'ordre 3 CVS

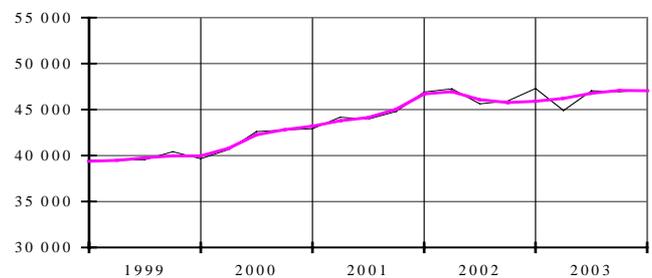


Sources : EEC - ENERCAL

Ventes d'électricité moyenne tension
(en milliers de kWh)

Données brutes CVS

Moyenne mobile d'ordre 3 CVS



Sources : EEC - ENERCAL

3.1 Les indicateurs macro-économiques

Nota : Les différences observées entre les valeurs brutes indiquées dans les tableaux et les données graphiques résultent de l'incidence des variations saisonnières.

	sept-03 (2)	déc-03 (2)	Variations (2)/(1)	Variations sur 12 mois	Variations depuis le début de l'année	
PRIX (Source : ISEE)*						
Indice des prix à la consommation (basse 100 : décembre 1992)	119,2	119,2	+ 0,0%	+ 1,0%	+ 1,0%	
	juin-01	déc-01	mars-03	sept-03	déc-03	
LE SALAIRE MINIMUM GARANTI (Source : JONC)						
Salaire horaire minimum garanti (en F CFP)	485,21	591,72	591,72	611,90	611,90	
	3ème Trim. 2003 (1)	4ème Trim. 2003 (2)	Variations (2)/(1)	Cumul de l'année 2003	Cumul de l'année 2002	Variation des cumuls des années 2003 /2002
L'EMPLOI (Source : Agence pour l'emploi)						
Statistiques de stock (en fin de mois)						
Demandes d'emploi	9 460	8 280	-12,5%	////////	////////	////////
Offres d'emploi	99	82	-17,2%	////////	////////	////////
Statistiques de flux (au cours du mois)						
Nouveaux demandeurs d'emplois enregistrés	10 675	10 232	-4,1%	47 474	46 736	1,6%
Offres d'emplois nouvelles enregistrées	1 708	1 398	-18,1%	5 827	5 492	6,1%
Demandes d'emplois sorties	9 594	9 541	-0,6%	39 987	39 468	1,3%
Offres d'emplois sorties	2 477	1 845	-25,5%	8 087	8 501	-4,9%
dont placement A.P.E.	1 111	783	-29,5%	3 181	2 859	11,3%
COMMERCE EXTERIEUR (Sources : ISEE - Sce des Douanes - Sce des Mines)						
Importations (p)						
En valeur (en millions de F CFP)	35 816	37 437	4,5%	165 576	127 178	30,2%
En volume (en tonnes)	275 200	224 400	-18,5%	1 309 300	1 291 800	1,4%
Exportations (p)						
En valeur (en millions de F CFP)	19 603	21 305	8,7%	79 020	62 414	26,6%
En volume (en tonnes)	919 000	1 266 000	37,8%	3 825 000	3 271 000	16,9%
Taux de couverture des importations par les exportations en valeur	54,7%	56,9%	+ 2,2 pts	47,7%	49,1%	- 1,4 pt
ENERGIE (Sources : ENERCAL - EEC)						
Electricité produite (en millions de kWh)						
D'origine hydraulique	433	437	0,9%	1 755	1 740	0,9%
D'origine thermique	60	87	45,0%	324	321	0,9%
	373	350	-6,2%	1 431	1 419	0,8%
Electricité consommée (en millions de kWh)						
Distribution S.L.N.	427	426	-0,2%	1 711	1 707	0,2%
Distribution E.E.C.	314	300	-4,5%	1 222	1 223	-0,1%
Distribution ENERCAL	85	96	12,9%	373	368	1,4%
	28	30	7,1%	116	116	0,0%
Ventes d'électricité (en millions de kWh)						
Basse tension	70	72	2,9%	296	294	0,6%
Moyenne tension	41	49	19,5%	186	186	-0,1%

* Les indices sont arrondis. Leurs variations et rythmes annuels le sont également, mais sont toutefois calculés sur les valeurs exactes (avant arrondis)

(p) Données provisoires pour l'année 2003

nd : non disponible

ns : non significatif

3.2 LES INDICATEURS SECTORIELS : DONNEES BRUTES CHIFFREES

3.2.1 Agriculture, élevage, pêche et aquaculture

	3ème Trim. 2003 (1)	4ème Trim. 2003 (2)	Variations (2)/(1)	Cumul de l'année 2003	Cumul de l'année 2002	Variation des cumuls des années 2003/2002
ELEVAGE (Sources : ISEE - OCEF)						
Abattages contrôlés (en tonnes)						
Viande bovine	873	735	- 15,8%	3 070	3 172	- 3,2%
Viande porcine	300	312	+ 4,0%	1 180	1 157	+ 2,0%
Importations de viandes						
Viande bovine						
. en tonnes	62	35	- 43,5%	237	253	- 6,3%
. en millions de F CFP	49	31	- 36,7%	174	163	+ 6,7%
Viande porcine						
. en tonnes	21	27	+ 28,6%	128	134	- 4,5%
. en millions de F CFP	6	9	+ 50,0%	36	37	- 2,7%
AQUACULTURE (Source : SOPAC)						
Production de crevettes (en tonnes)	199	124	- 37,5%	1 529	1 387	+ 10,2%
Ventes de crevettes (en tonnes)	315	387	+ 22,7%	1 454	1 625	- 10,5%
PECHE (Source : Service des Douanes)						
Exportations de poissons, crustacés et mollusques						
. en tonnes	684	547	- 20,0%	3 000	2 484	+ 20,8%
. en millions de F CFP	624	340	- 45,5%	2 684	2 671	+ 0,5%

3.2.2 Industrie agro-alimentaire

	3ème Trim. 2003 (1)	4ème Trim. 2003 (2)	Variations (2)/(1)	Cumul de l'année 2003	Cumul de l'année 2002	Variation des cumuls des années 2003/2002
Importations (Source : Service des Douanes)						
en milliers de tonnes						
Céréales	7 091	8 089	+ 14,1%	26 471	28 304	- 6,5%
Lait en poudre	539	463	- 14,1%	2 075	1 968	

3.2 Les indicateurs sectoriels : données brutes

IEOM - NOUVELLE-CALEDONIE

3.2.3 Mines et métallurgie

	3ème Trim. 2003 (1)	4ème Trim. 2003 (2)	Variations (2)/(1)	Cumul de l'année 2003	Cumul de l'année 2002	Variation des cumuls des années 2003/2002
Prix du minerai de nickel (Source : Service des Mines)						
London Metal Exchange (cours moyen en USD la livre au comptant)	4,25	5,64	+ 32,6%	////////	////////	////////
MINERAI DE NICKEL (Source : Service des Mines)						
Production : en milliers de tonnes humides (1)	1 813	1 728	- 4,7%	6 594	5 943	+ 11,0%
Exportations : en milliers de tonnes humides (2)	810	1 046	+ 29,1%	3 385	3 064	+ 10,5%
Part de la production exportée (2)/(1)	44,7%	60,5%	+ 15,9 pts	51,3%	51,6%	- 0,3 pt
Valeur FAB des exportations (p) (en millions de F CFP)	2 876	3 115	+ 8,3%	9 979	7 385	+ 35,1%
Valeur moyenne de la tonne humide exportée en F CFP	3 551	2 978	- 16,1%	11 740	9 741	+ 20,5%
METALLURGIE (Source : Service des Mines)						
Production (en tonnes de nickel contenu)						
Mattes	3 216	2 381	- 26,0%	10 857	11 217	- 3,2%
Ferronickels	12 590	12 455	- 1,1%	50 666	48 650	+ 4,1%
Exportation (en tonnes de nickel contenu)						
Mattes	3 234	2 545	- 21,3%	11 065	10 050	+ 10,1%
Ferronickels	13 268	11 960	- 9,9%	51 414	47 557	+ 8,1%
Valeur FAB des exportations (en millions de F CFP)	17 643	15 949	- 9,6%	61 528	48 708	+ 26,3%

3.2.4 BTP

	3ème Trim. 2003 (1)	4ème Trim. 2003 (2)	Variations (2)/(1)	Cumul de l'année 2003	Cumul de l'année 2002	Variation des cumuls des années 2003/2002
EMPLOI (Source : Agence pour l'emploi)						
Effectifs du BTP (stock en fin de période)	7 772	7 712	- 0,8%	////////	////////	////////
MATERIAUX DESTINES AU BTP (Sources : ISEE, Service des Douanes)						
Ventes de ciment (en tonnes)	27 073	26 901	- 0,6%	100 170	100 080	+ 0,1%
Importations maritimes de matériaux de construction (en tonnes) :						
. Ciment	979	274	- 72,0%	2 825	3 729	- 24,2%
. Clinker	14 982	11 542	- 23,0%	56 832	57 630	- 1,4%

3.2 Les indicateurs sectoriels : données brutes

IEOM - NOUVELLE-CALEDONIE

3.2.5 Hôtellerie - Tourisme

	3ème Trim. 2003 (1)	4ème Trim. 2003 (2)	Variations (2)/(1)	Cumul de l'année 2003	Cumul de l'année 2002	Variation des cumuls des années 2003/2002
TAUX D'OCCUPATION DES CHAMBRES (Source : Syndicat des hôteliers)						
Coefficient d'occupation (en %) (moyenne)	63,3	61,8	- 1,5 pts	59,7	57,1	+ 2,6 pts
DEBARQUEMENT DE TOURISTES (Source : ISEE)						
Tourisme de séjour						
Nombre de touristes	28 764	28 946	+ 0,6%	101 983	103 933	- 1,9%
Tourisme de croisière						
Nombre de croisiéristes	17 011	16 015	- 5,9%	64 279	51 919	+ 23,8%
Nombre d'escales de navires	11	15	+ 36,4%	57	43	+ 32,6%

3.2.6 Les entreprises

	3ème Trim. 2003 (1)	4ème Trim. 2003 (2)	Variations (2)/(1)	Cumul de l'année 2003	Cumul de l'année 2002	Variation des cumuls des années 2003/2002
INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES						
Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)	5 076	4 547	- 10,4%	17 087	14 624	+ 16,8%
Encours des crédits d'équipement (en millions de F CFP)	54 426	56 425	+ 3,7%	56 425	51 283	+ 10,0%
Ventes de véhicules utilitaires (en nombre)	512	504	- 1,6%	1 993	1 872	+ 6,5%
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Encours des crédits tous secteurs confondus (en millions de F CFP)	128 301	132 961	+ 3,6%	132 961	127 983	+ 3,9%

Sources : Service des Douanes, Service des Mines, IEOM

	jan./fév. 2001	juil./août 2001	jan./fév. 2002	juil./août 2002	jan./fév. 2003	juil./août 2003
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Coût du crédit aux entreprises (en %) :						
. moyenne pondérée des crédits à court terme	8,79	8,04	7,74	7,38	6,85	6,42
. moyenne pondérée des crédits à terme	7,20	6,99	6,28	6,38	6,01	5,21
. moyenne pondérée globale	8,15	7,63	7,18	7,03	6,59	6,02

Source : IEOM

3.2 Les indicateurs sectoriels : données brutes

IEOM - NOUVELLE-CALEDONIE

	3ème Trim. 2003 (1)	4ème Trim. 2003 (2)	Variations (2)/(1)	Cumul de l'année 2003	Cumul de l'année 2002	Variation des cumuls des années 2003/2002
INDICATEURS DE VULNERABILITE						
Ratio créances douteuses brutes/total des crédits (en %)	8,8%	8,3%	- 0,5 pt	8,3%	9,5%	- 1,2 pt
Personnes morales en interdiction bancaire (en fin de trimestre)	484	487	+ 0,6%	487	482	+ 1,0%
Redressements judiciaires (en nombre)	29	24	- 17,2%	87	101	- 13,9%
Liquidations judiciaires (en nombre)	18	8	- 55,6%	50	45	+ 11,1%

Sources : Tribunal Mixte du Commerce, IEOM

3.2.7 Les ménages

	3ème Trim. 2003 (1)	4ème Trim. 2003 (2)	Variations (2)/(1)	Cumul de l'année 2003	Cumul de l'année 2002	Variation des cumuls des années 2003/2002
CONSOMMATION DES MENAGES						
Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison (en millions de F CFP)	1 237	1 611	+ 30,2%	5 131	4 802	+ 6,9%
Ventes de véhicules de tourisme neufs (en nombre)	1 734	1 755	+ 1,2%	7 179	6 658	+ 7,8%
Importations d'articles d'habillement (en millions de F CFP)	722	886	+ 22,7%	3 367	3 266	+ 3,1%
Importations de produits alimentaires (en millions de F CFP)	3 976	4 386	+ 10,3%	15 933	15 009	+ 6,2%
Encours bancaires des crédits de trésorerie (en millions de F CFP)	31 680	32 119	+ 1,4%	32 119	31 400	+ 2,3%
INVESTISSEMENT IMMOBILIER DES MENAGES						
Logements individuels autorisés en Province Sud et en Province Nord (en nombre)	587	555	- 5,5%	1 858	1 094	+ 69,8%
Encours bancaires des crédits à l'habitat (en millions de F CFP)	127 861	133 550	+ 4,4%	133 550	120 574	+ 10,8%
INDICATEURS DE VULNERABILITE						
Personnes physiques en interdiction bancaire (en fin de trimestre)	4 681	4 667	- 0,3%	4 667	4 620	+ 1,0%
Décisions de retrait de cartes bancaires (en nombre)	226	218	- 3,5%	1 049	789	+ 33,0%
Incidents de paiement sur chèques (en nombre)	3 375	3 238	- 4,1%	13 065	13 047	+ 0,1%

Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM

Directeur de la publication : Th. CORNAILLE
Responsable de la rédaction : E. BAULARD
Editeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer le 18 mars 2004
Dépôt légal : 2204 n°ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553
e-mail : agence@ieom.nc